



YouTube



Dimanche

18 février 2024

18 pages

No. 610

Gratuit

## Dengue

# Agir avant que la situation n'explode

Interview



Dr Farhad Aumeer, député du PTr

« Un 'full blood count' des patients infectés doit être réalisé au quotidien »

- **Dr Vasantrao Gujadhur** : « Il est impératif d'adopter le 'genomic sequencing' afin de mieux contrôler la situation »
- **Dr Shameem Jaumdally** : « Le dépistage pour connaître le nombre actuel de cas est très important »

Suivant la démission de Vikram Hurdoyal

## Souhait unanime pour des élections générales

Silver Bank

Un premier constat de l'audit considéré comme 'damning'

Manque de livres et d'enseignants

Arvin Bhojun :

« Il est inconcevable de voir ce même scénario se répéter chaque année »

## Luton Town vs Manchester United



Luton Town se mesurera à Man United

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



[www.sundaytimesmauritius.com](http://www.sundaytimesmauritius.com)



[facebook.com/sundaytimes.official](https://facebook.com/sundaytimes.official)



[sundaytimes75](https://www.instagram.com/sundaytimes75)



[SundayTimes75](https://twitter.com/SundayTimes75)



Whatsapp Info 5 255 3635

Au marché central hier

# Ce que coûtent certains légumes



## Politique

# Souhait unanime pour des élections générales

Se tiendront-elles réellement, ou le Premier ministre annoncera-t-il plutôt des élections générales en temps voulu ? Tout est entre les mains du chef du gouvernement, Pravind Jugnauth. Est-ce un coup de bluff de sa part, comme le pensent les membres de l'Opposition et les observateurs politiques ? Le gouvernement donnera-t-il réellement son feu vert pour la tenue des élections partielles au No. 10 après la révocation fracassante de Vikram Hurdoyal, suivi de sa démission ?

Selon la loi, l'article 35 (3) de notre Constitution stipule que : *"Where the seat in the Assembly of a member who represents a constituency becomes vacant otherwise than by reason of a dissolution of Parliament, the writ for an election to fill the vacancy shall, unless Parliament is sooner dissolved, be issued within 90 days of the occurrence of the vacancy"*.

Cependant, selon l'article 41 de la *'Representation of the People Act'*, le gouvernement dispose d'un délai de 55 jours à partir de la dissolution de l'Assemblée nationale pour émettre le *'writ of election'* ; un autre délai de 15 à 30 jours à compter de ce mandat pour fixer le *'Nomination Day'*, et entre 15 et 60 jours à partir du *'Nomination Day'* pour décider de la date des élections, soit un minimum de 31 jours au total à compter de la date de la dissolution du Parlement.

Est-ce une manœuvre stratégique comme cela avait le cas en 2019, suivant la démission du ministre Vishnu Lutchmeenaraidoo, ou faut-il réellement prendre au sérieux les propos du Premier ministre ? *« Bien sûr qui pou ena ene partiel dans no. 10 »*, avait-il déclaré à sa sortie de la State House après la prestation de serment de Naveena Ramyeed en tant que ministre du Développement industriel, des PME et des Coopératives, mercredi dernier.

**Kushal Lobine :**

**« La carte maîtresse échappe aux mains du Premier ministre »**



Le député Kushal Lobine affirme que nous nous dirigeons vers des élections générales. Expliquant la révocation suivie de la démission de Vikram Hurdoyal, le député du PMSD souligne que cette situation a retiré la carte maîtresse des mains du Premier

ministre, qui garde néanmoins le pouvoir d'annoncer les élections générales. *« Il est clair qu'elles sont imminentes, et que le chef du gouvernement ne peut anticiper leur tenue, d'où sa proposition d'élections partielles dans la circonscription no. 10 »*, dit-il. Il indique également que le gouvernement ne pourra peut-être pas organiser des élections partielles dans la mesure où la personne élue pourrait ne pas être intégrée au Parlement, qui sera peut-être dissous en novembre. Pour le député du PMSD, les propos du Premier ministre n'ont aucun sens.



Revenant sur la révocation de Vikram Hurdoyal en tant que ministre de l'Agro-industrie, Kushal Lobine souligne que le Premier ministre doit fournir des explications sur cette décision, comme dans le cas d'Ivan Collendavelloo, car le ministre démissionnaire a été élu par le peuple et les contribuables. Il déplore le manque de transparence du gouvernement, soulignant que l'électorat a le droit de savoir ce qui se passe avec les ministres qu'il a élus pour le représenter.

**Rajesh Bhagwan :**

**« Pravind Jugnauth pe bluffer »**



Le député du MMM, Rajesh Bhagwan, a été catégorique en affirmant que le Premier ministre bluffe et n'organisera pas d'élections partielles au No. 10, mais se dirigera vers des élections générales. Selon lui, il ne serait pas judicieux d'organiser des élections

partielles à un mois des élections générales attendues par la population. En ce qui concerne la révocation d'un ancien ministre, il affirme que c'est un coup porté au gouvernement et que la fin du règne est proche. Il estime que Pravind Jugnauth doit fournir des explications à la population.

**Mahen Gungapersad :**

**« Il n'y aura pas d'élections partielles au No. 10, le PM fait du 'chest pumping' »**

*« C'est du bluff politique »*, affirme le député du PTr Mahen Gungapersad. Selon lui, le chef du gouvernement n'a absolument aucune intention d'organiser des élections partielles, surtout après s'être soustrait aux élections municipales. *« Le Premier ministre se livre à des fanfaronnades pour faire croire qu'il contrôle le calendrier électoral, mais en réalité ce n'est pas le cas. Il est choqué par les récents événements, notamment un glissement de terrain défavorable à son*



*parti, et semble déjà anticiper sa défaite »*, ajoute-t-il.

Mahen Gungapersad souligne que la situation est critique, et que les dés sont jetés. Il affirme que Vikram Hurdoyal était l'homme incontournable de la circonscription No. 10, et qu'il serait impossible pour le gouvernement ou les membres du MSM de trouver un candidat aussi charismatique. Selon lui, le Premier ministre mène une bataille psychologique pour galvaniser ses troupes, alors même qu'il est politiquement affaibli.

De plus, le député rouge estime qu'organiser et dépenser de l'argent dans des élections partielles à la veille des élections générales ne serait pas une décision judicieuse. Il qualifie le Premier ministre de « capon » qui se croit solide alors qu'il est creux à l'intérieur. En ce qui concerne la révocation de l'ex-ministre, il affirme que cela démontre que la méritocratie et la démocratie ne sont pas valorisées. Selon lui, Pravind Jugnauth aurait dû fournir des explications à la population concernant cette révocation, car elle concerne la représentation démocratique de la population au parlement.

**Jean Claude de l'Estrac :**

**« Le PM ne prendra aucun risque avec une partielle »**

Pour l'observateur politique Jean Claude de l'Estrac, il n'y aura pas d'élection partielle, et les journalistes devraient cesser de se laisser influencer par les annonces du Premier ministre. Il se demande pourquoi Pravind Jugnauth a fait cette annonce, affirmant que le chef du gouvernement ne prendra pas le risque d'en organiser alors que les élections générales sont imminentes. Revenant sur la révocation de l'ex-ministre Vikram Hurdoyal, Jean Claude de l'Estrac souligne qu'il est impératif pour le PM de rendre des comptes à la population. Il déplore le manque de transparence du gouvernement dans ce genre de situations, soulignant que les électeurs ont le droit de savoir ce qui se passe avec les ministres qu'ils ont élus.



## EDITO



Par Zahirah RADHA  
Rédactrice-en-chef

## Droit vers des élections générales

Pravind Jugnauth prend un malin plaisir à tourner la population en bourrique. Quand cela lui sied, il donne les raisons de sa décision de révoquer un ministre. Comme il l'avait fait dans le cas d'Ivan Collendavelloo en juin 2020. Et quand cela lui sied, il ne pipe mot. Comme dans le cas de Vikram Hurdooyal dimanche dernier. Il est vrai qu'il n'avait pas non plus donné d'explication dans le cas de Vishnu Lutchmeenaraidoo en mars 2019, mais ce dernier avait démissionné de son propre chef en lançant un tonitruant « *Enough is enough!* ». Entendez par là qu'il en avait marre des humiliations subies au sein du gouvernement. Mais le cas de Vikram Hurdooyal est différent. Il n'a pas démissionné. Il a été révoqué un dimanche soir, alors qu'on ne s'y attendait pas du tout. Qui plus est, il n'était pas au pays au moment des faits. Et pour corser le tout, il n'avait même pas été informé de la décision du Premier ministre. Le capricieux Pravind Jugnauth a donc franchi un nouveau pallier en termes d'opacité et de gouvernance. Il se permet de révoquer un ministre de la façon dont il l'a fait sans donner une explication plausible à ses mandants qui ont voté pour lui et à la population.

Pravind Jugnauth va même plus loin. « *Tant ki Hurdooyal pa fer commenter, mo pa pou fer. Si ena lieu, mo ava bizin fer li* ». Cela s'apparente à du chantage. Est-ce la raison pour laquelle l'ancien ministre de la Fonction publique s'est muré dans le silence, après s'être longuement exprimé auprès de notre confrère de l'Express à son arrivée au pays lundi matin ? Est-ce aussi la raison pour laquelle il s'est senti obligé de remercier le Premier ministre - et sa famille svp - en dépit du traitement cavalier qu'il a reçu et auquel il ne s'attendait lui-même pas ? Les questions fusent. Les interprétations aussi. Mais des réponses précises, nous n'en avons point. Quoi qu'il en soit, contrairement à Ivan Collendavelloo qui a ravalé sa dignité en siégeant toujours comme *backbencher* quatre ans après sa révocation, Vikram Hurdooyal a au moins eu le mérite de renverser la table. Même s'il n'en tirera pas personnellement profit, il a poussé le MSM dans une situation délicate, démontrant, dans la foulée, que Pravind Jugnauth n'est plus maître de la situation. Une partielle au no. 10, où des conseillers s'entredéchirent déjà, ne jouerait pas nécessairement en sa faveur. La faible mobilisation et la mine déconfite des membres du gouvernement présents lors de la régionale no. 10 jeudi soir en est la preuve. On se dirige donc tout droit vers les élections générales.

Le Premier ministre pourra souffler le chaud et le froid autant qu'il veut. Mais la situation ne lui est pas favorable. Le ver est déjà dans le fruit, et il le sait. Il lui reste encore deux options. Primo, donner un budget « *labours dou* » pour tenter d'amadouer la population. Secundo, écarter les députés et ministres canards boiteux et aligner de nouveaux candidats. Les deux stratégies ne marcheront pas. Il peut aussi revoir sa com, intensifier les attaques et les répressions contre ses opposants politiques et même la presse qu'il juge être son adversaire, tenter d'acheter des votes, influencer et manipuler les élections à travers les nouvelles technologies, mener une campagne complotiste, communaliste et divisionniste, s'appuyer sur le soutien du gouvernement indien, mais plus rien n'y fera. Le peuple en a eu assez de ce gouvernement. Et il saura le lui montrer en temps et lieu.

## Manque de livres et d'enseignants

### Arvin Bhojun : « Il est inconcevable de voir ce même scénario se répéter chaque année »

Un mois après la rentrée scolaire, certains manuels n'ont toujours pas été livrés aux élèves, alors qu'ils font déjà face à un manque d'enseignants. Les parents se demandent quand la ministre de l'Éducation compte prendre des mesures pour résoudre cette situation qui perdure depuis un certain temps, alors que les examens auront lieu dans quelques mois. Censés être disponibles dès le premier jour de la rentrée scolaire, certains livres scolaires restent introuvables. Que fait-on pour remédier à cette situation, malgré les multiples réclamations ?

Les élèves des grades 7, 8 et 9 se plaignent de l'indisponibilité de certains manuels scolaires alors que de nombreux enseignants ont déjà commencé le programme. Sans ces livres, la scolarisation est incomplète et les élèves peinent à suivre en classe. « *Chaque année, à chaque rentrée scolaire, le problème du manque de livres scolaires devient un véritable casse-tête pour les parents d'élèves* », affirme le président de l'Union of Private Secondary Education Employees' (UPSEE), Arvin Bhojun.

Ce dernier tire la sonnette d'alarme sur la gestion des affaires au sein du ministère de l'Éducation. Si le problème des enseignants faisait déjà les gros titres depuis un certain temps, voilà maintenant que le manque de manuels scolaires prend le dessus. Selon lui, ce problème n'est pas nouveau et le ministère doit assumer ses responsabilités pour le résoudre. « *Il semblerait que la ministre ne puisse pas faire respecter ses directives pour remédier à cette situation. Il est inconcevable de voir ce même scénario se répéter chaque année* », dit-il.

Il insiste sur l'importance des livres dans la vie des élèves, et affirme que les enseignants sont préparés à toutes éventualités, mais que le manque de livres constitue un obstacle supplémentaire, d'autant plus que ces livres ne sont pas disponibles à la vente sur le marché. « *Ils sont fournis par le ministère de l'Éducation, mais les approvisionnements n'ont pas été effectués correctement. Bien que des tablettes aient été offertes aux élèves dans le passé pour pallier le manque de certains manuels, cette fois-ci, cette solution n'a pas été envisagée, même si les livres sont disponibles en ligne. C'est une disparité dans le secteur de l'éducation* », explique-t-il.

Arvin Bhojun souligne également le fait que la ministre n'a confirmé que la semaine dernière sur les ondes d'une radio que les élèves pourraient avoir accès à des manuels scolaires en ligne pour les photocopier. Il déplore que pendant tout ce temps, les élèves aient été livrés à eux-mêmes. Une telle situation perturbe considérablement les plans de cours et les programmes prévus. « *De plus, les tests prévus n'ont pas pu être réalisés à temps, les élèves n'ayant pas eu la possibilité de se préparer correctement faute de livres et d'enseignants* », regrette-t-il.

Notre interlocuteur déplore une mauvaise planification récurrente de la part du ministère, et revient également sur le communiqué émis par celui-ci, informant les parents et les enseignants que la distribution des livres serait retardée, ce qui ajoute un nouveau désordre à l'administration déjà surchargée. Il qualifie cette action d'inacceptable, pointant du doigt un manque de responsabilité. « *Il est grand temps que la ministre mette de l'ordre dans son ministère, car rien n'est fait dans l'intérêt des enfants* », déplore-t-il.

Le manque d'enseignants reste également un problème non résolu. Arvin Bhojun souligne qu'il est crucial de se demander si, même avec l'arrivée prochaine des manuels scolaires, il y aura suffisamment d'enseignants pour assurer les cours. Bien que des recrutements massifs aient été effectués dans les collèges, se pose la question de leur traitement et de la qualité de l'éducation dispensée. Il déplore le fait que certains élèves aient été pénalisés par le manque d'enseignants par le passé, une situation qui perdure. Il rappelle qu'il existe de nombreux diplômés qualifiés pour travailler dans les établissements scolaires et s'insurge contre les injustices auxquelles ils sont confrontés dans leur recherche d'emploi, notamment dans le domaine de l'éducation. « *Il est temps de traiter ces diplômés avec le respect qu'ils méritent et de les encourager davantage. Les autorités doivent prendre en compte les répercussions que cela peut avoir sur l'éducation de nos enfants et agir avant qu'il ne soit trop tard* », conclut-il.

## Silver Bank

### Un premier constat de l'audit considéré comme 'damning'

La Silver Bank est passée sous « *conservatorship* » cette semaine. Une décision de la Banque de Maurice pour tenter de limiter la casse, alors qu'elle a ignoré les signes précurseurs dès le départ. C'est Arvind Gokhool qui a été nommé « *conservator* ». Un choix qui fait déjà jaser, en raison de certains conflits d'intérêts.

Il nous revient aussi qu'un premier constat effectué par la firme Deloitte serait « *damning* ». Cette firme a été mandatée pour faire un audit complet sur la Silver

Bank dans un délai de trois semaines. Mais en attendant le rapport final, certaines informations confidentielles font croire au pire. Une situation qui aurait pu être évitée si la BoM n'avait pas failli à son rôle de régulateur.

Selon nos informations, plusieurs prétendants, dont une firme émiratie, auraient déjà affiché leur souhait d'acquérir la Silver Bank. Quel sera le sort de cette banque, qui avait précédemment été la *Banyan Tree Bank* ? On le saura assez vite.

## UP

La prochaine tenue des élections générales à Maurice offre une lueur d'espoir dans cette période d'incertitude politique. L'appel des leaders de l'opposition à sortir de l'instabilité actuelle est un signal positif de l'aspiration collective à restaurer la stabilité et l'image de Maurice. Les élections générales imminentes offriront une opportunité précieuse de renouvellement démocratique, où chaque citoyen pourra exercer son droit de vote pour façonner l'avenir de la nation. C'est dans l'exercice de notre droit démocratique que réside le pouvoir de construire un avenir plus stable, prospère et uni pour Maurice.



## A ÉTÉ DIT



« Je ne comprends pas cette affaire de gentlemen's agreement. Cela laisse présager que quelque chose n'est pas clair. Quel trade-off ont-ils fait tous les deux ? Il peut être perçu que Vikram Hurdoyal a des révélations sérieuses à faire contre le gouvernement, et que le Premier ministre dispose aussi d'informations sur lui. C'est un peu comme 'to pa sali moi, mo pa sali toi'... Le synonyme de la démocratie, c'est la transparence. »

**Me Siddartha Hawoldar**  
 Au Cœur de l'Info – Radio Plus  
 16 février 2024

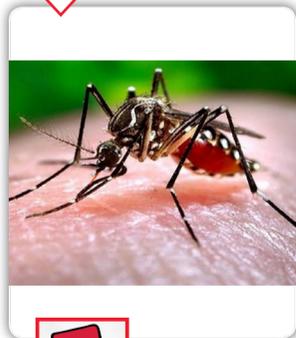
## C'EST ÉCRIT

« Jusqu'ici, Pravind Jugnauth, avec sa double casquette de Premier ministre et de leader du MSM, détenait quasiment toutes les cartes électorales en main. Sa façon d'en parler trahissait sa supériorité. Avec la démission de Vikram Hurdoyal hier, la donne a changé, le calendrier est devenu plus compliqué pour lui et son équipe. Une partielle au no. 10, avant les générales, paraît problématique en cette année électorale. Si le pouvoir perd en région rurale, cela pourrait provoquer un effet domino tout au long de la ceinture 4-14. C'est pour cela que ses conseillers ont déjà commencé à lui dire : le plus vite que se tiennent les prochaines législatives, de préférence, mais pas obligatoirement, après le cinquième Budget de Renganaden Padayachy, le mieux ce sera pour le Sun Trust. »

**Nad Sivaramen**  
 L'Express  
 14 février 2024



## DOWN



La situation alarmante de la dengue à Maurice est exacerbée par l'inaction flagrante du gouvernement. Alors que le nombre de cas actifs et de décès dus à cette maladie continue de progresser, aucune initiative significative n'a été entreprise pour endiguer sa propagation. L'absence de campagnes de sensibilisation, de fumigation ou de distribution de produits anti-moustiques témoigne d'une négligence évidente de la part des autorités. Cette inaction met en péril la santé publique et expose la population à des risques inutiles, laissant les citoyens vulnérables face à une épidémie qui pourrait être contenue avec des mesures adéquates.

## Fait marquant

### Moralité pa rempli ventre

Il est le chairman du NPCC. L'éthique exige donc qu'il n'assiste pas aux activités politiques. Mais comme tant d'autres sous ce gouvernement, il semble en avoir cure. Le besoin de « montrer figir », paraît-il, est plus fort que tout éthique. D'ailleurs, le mot d'ordre a été donné en haut lieu pour que tout l'état-major du parti soleil occupe le terrain. Ce qui expliquerait peut-être le fait que ce nommé politique ait été aperçu à deux comités régionaux cette semaine, soit aux nos. 9 et 10.



## Dans les coulisses...

### La HR harceleuse sévit toujours

Il nous revient que cette HR harceleuse contractuelle du MSC que nous dénoncions la semaine dernière dit n'avoir peur de rien. Et pour cause, elle bénéficierait d'un soutien indéfectible d'un proche du pouvoir. Ses intimidations et son harcèlement contre les employés se poursuivent donc de plus belle, nous dit-on. Qui plus est, elle aurait dit à qui veut l'entendre qu'elle serait prochainement nommée sur une base permanente, au grand dam de celle qui occupe déjà ce poste. Certains se demandent ce qu'elle ferait si cela s'est avéré, d'autant qu'elle abuserait déjà de sa position bien qu'étant employée sous contrat.

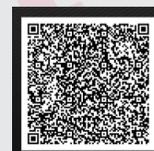


Nous sommes votre porte-parole  
 24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances. Elles seront traitées en toute confidentialité et seront publiées dans le journal ou sur notre site web.

**Whatsapp Info**

**5 255 3635**



SUNDAY TIMES

Dr Farhad Aumeer, député du PTr

## « Un 'full blood count' des patients infectés doit être réalisé au quotidien »



« Nous sommes dans une situation d'urgence sanitaire ! », clame le Dr Farhad Aumeer, député et responsable du dossier de la Santé au sein du PTr. Dans l'entretien qui suit, il analyse, donne son diagnostic et prescrit un traitement. À condition que le responsable du ministère de la Santé soit à l'écoute, bien sûr...

Propos recueillis par  
■ Zahirah RADHA

**Q : Le nombre de cas de Dengue a franchi la barre de 1100 alors que le nombre de décès est passé à trois (3). La situation est-elle alarmante ?**

Elle est même très alarmante, je dirai ! Le nombre de cas et de décès augmente de façon exponentielle. La population doit réaliser que nous sommes dans une situation d'urgence sanitaire. À chaque fois qu'il y a un décès, on nous dit que la victime souffrait de comorbidités. On ne peut pas, tout le temps, tout mettre sur le dos de comorbidités. D'ailleurs, il faut savoir que 50% des Mauriciens souffrent de maladies non-transmissibles. Avec des comorbidités telles que la diabète, l'hypertension, les maladies cardiovasculaires et coronariennes, c'est donc la moitié de la population qui est à risque en cas d'infection. D'où l'urgence de mettre en place un système de détection rapide. Ce qui préviendrait la forme sévère de la maladie, connue comme la Dengue hémorragique, afin de prévenir toute fatalité.

**Q : Que faut-il faire pour une détection rapide de la maladie ?**

C'est à la suite d'une vidéo que j'ai récemment postée sur Facebook qu'un nouveau protocole a été mis sur place. Mais il ne concerne que des tests effectués après chaque deux jours alors que nous sommes dans une situation d'urgence qui nécessite un suivi quotidien de chaque patient infecté. Je préconise ainsi un simple test : un 'full blood count' effectué au quotidien pendant cinq jours, avec la

collaboration des experts médicaux en service d'urgence. Dès qu'une baisse du nombre de plaquettes est notée chez un patient, signifiant qu'il est à risque de contracter la forme sévère de la maladie, ce dernier pourra alors être pris en charge rapidement.

**Q : Mais ce 'full blood count' quotidien que vous préconisez ne nécessite-t-il pas une hospitalisation ?**

Non ! C'est un test simple, rapide et efficace qui peut être effectué à la maison. Qui plus est, il ne coûte pas cher, surtout s'il est fait en masse. Il peut être réalisé lors de la 'domiciliary visit' que le ministère de la Santé a mis sur place. Et, comme je l'ai dit, les données du patient peuvent être suivies quotidiennement. Dès que le nombre de plaquettes est en baisse, le patient peut être admis, sans devoir nécessairement attendre le test PCR. Car ce sont généralement les patients présentant une baisse de leurs plaquettes qui ont des hémorragies cérébrales, gastriques ou autres et qui nécessitent donc un traitement intensif. Dans une telle situation, le cas peut être irréversible s'il n'y a pas une prise en charge rapide.

**Q : Le ministre de la Santé affirme pourtant que tout est sous contrôle. Vous n'êtes pas de cet avis ?**

Je n'ai aucune leçon à lui donner, puisqu'il monte toujours sur ses grands chevaux et croit tout savoir. N'avait-il pas prétendu la même chose pour la Covid-19 ? Moi, je ne me targue pas de tout connaître, bien que je sois un professionnel de santé. Je suis à l'écoute d'experts qui ont de connaissances approfondies dans la santé publique, la virologie et la médecine interne, entre autres. Si le besoin se fait sentir, par exemple s'il y a beaucoup de cas dans une région spécifique, il faut que des actions concrètes soient prises, allant jusqu'à restreindre les mouvements s'il le faut.

Je ne parle pas d'un confinement, mais d'une des options qu'il faut envisager si la situation l'exige. Et plus important encore, il faut que le ministère fasse une enquête pour connaître les causes de la propagation de la maladie. À titre d'exemple, aux alentours de Champ-de-Mars, dans ma circonscription, il y a eu beaucoup de patients qui ont été admis aux soins intensifs, avec des complications. Mais heureusement, il n'y a pas eu de décès.

**Q : Mais faut-il une enquête pour connaître les causes, alors que la maladie est provoquée, on le sait, par la piqure de moustiques ?**

Si le ministre avait effectué quelques pas de son bureau jusqu'au Champ-de-Mars, il aurait vu l'état dans lequel

ce lieu qui faisait jadis notre fierté se retrouve aujourd'hui. Il a été réduit à un état sauvage. Ce qui est à la source d'une prolifération de moustiques. N'oubliez pas que des centaines de Port-Louisais y font leur jogging tous les jours. Comment ne voulez-vous pas qu'ils soient infectés ?

Deuxièmement, le Champ-de-Mars se trouve à côté des endroits où il y a récemment eu des inondations avec le passage du cyclone Belal. La boue et les débris se sont accumulés, sans qu'il n'y ait eu de nettoyage jusqu'ici. Je vous donne un autre exemple : dans les parages du SSS Pailles, l'herbe n'a pas été tondeuse pendant un certain temps. Ce qui donne lieu à une prolifération des moustiques, exposant ainsi les élèves du collège à une infection.

Raison pour laquelle je dis qu'une inspection sur le terrain est nécessaire, surtout dans les régions affectées, puisqu'elle aidera à déterminer les causes de la prolifération des moustiques et à agir en conséquence. La fumigation ne servira à rien si les lieux insalubres ne sont pas d'abord nettoyés. Il ne faut pas être expert pour le savoir. Il est nécessaire que toutes les autorités, y compris les Collectivités locales, travaillent de concert pour assainir la situation.

Et d'ailleurs, l'exercice de fumigation ne doit pas être fait que pour le besoin de 'lip service'. Il doit correspondre au protocole établi par l'OMS, soit pendant quatre jours consécutifs après le coucher du soleil. Le protocole de larvicide doit également être appliqué. J'espère que celui qui a mis en place un protocole inadapté assumera ses responsabilités et qu'on ne se retrouvera pas dans une situation similaire à celle de la Météo où tout le blâme a été jeté sur le dos de l'ex-directeur. La situation est déjà hors contrôle. Il faut agir vite.

**Q : Il ne semble pas y avoir de campagne de sensibilisation ou de prévention, outre la fumigation. N'est-ce pas une erreur capitale de la part des autorités ?**

Tout à fait ! Le gouvernement doit procéder à un exercice de distribution gratuite de « sandal moustik », de sprays anti-moustiques et de filets de protection pour les bébés. J'ai été choqué d'entendre un préposé du ministère de la Santé dire, lors d'un débat radiophonique auquel j'ai participé récemment, qu'il y a seulement 20 000 « sandal moustik » alors qu'il y a plus

d'un millier de cas qui augmente de façon exponentielle, résultant en à peu près 100 000 à 125 000 cas, selon moi. Qu'attend-on pour s'en procurer ?

Allons-nous attendre jusqu'à la dernière minute et avoir ensuite d'autres scandales d'« emergency procurements » comme on en a vu avec 'Pack & Blister' et autres quincailleries et bijouteries ? Gouverner, c'est prévoir. Ce n'est pas trop tard. Il est temps de mettre la SMF, la SSU et les employés du ministère de la Santé en état d'alerte. Il faut embaucher plus de pulvérisateurs s'il le faut. La fumigation doit se faire dans tous les coins et recoins du pays. Et le tout être agrémenté d'une campagne de sensibilisation. Sur les 'Billboards', on ne voit que des activités politiques et non pas des moyens pour se protéger contre la piqure de moustique.

**Q : Pensez-vous que la politique a pris le dessus sur l'urgence sanitaire ?**

Oui, sans nul doute. Au lieu d'agir fermement, le gouvernement et son état-major ne se préoccupent que des activités politiques. Un ministre a été révoqué en toute urgence un dimanche soir sans même qu'on nous dise la raison, tandis que l'urgence sanitaire est reléguée au second plan.

**Q : Craignez-vous que la Dengue ne devienne endémique chez nous si des mesures adéquates ne sont pas prises à temps ?**

Nous sommes toujours en phase d'épidémie et j'espère qu'on arrivera à la maîtriser rapidement. Ce serait grave pour notre économie si elle devient endémique. Le pays sera alors fiché sur le plan international et cela affectera notre image de destination de luxe. Ce qui peut avoir de graves répercussions sur notre tourisme, l'hôtellerie, et les services relatifs comme la restauration, les taxis, les marchands de plages, et surtout pour nos revenus en devises étrangères. D'où l'urgence d'y mettre tous nos efforts afin de surmonter cette épidémie. *Tention nou bek tappe l'estomac, dire tou sous contrôle, après nou retrouve nou avec ene Covid bis.*



Dr Vasant Rao Gujadhur :

## « Il est impératif d'adopter le 'genomic sequencing' afin de mieux contrôler la situation »



Le Dr Vasant Rao Gujadhur constate une augmentation drastique du nombre de cas de dengue dans le pays. Il s'interroge sur l'efficacité des mesures telles que le 'larviciding' et la fumigation, soulignant que malgré leur mise en œuvre, la propagation de la maladie semble incontrôlée depuis décembre. Il se demande combien de temps il faudra aux autorités pour endiguer cette épidémie, et il remet en question l'efficacité du ministère

et de son groupe de travail dans ce domaine, soulignant leur apparente inaction.

Il met en évidence l'importance des ressources humaines pour effectuer rapidement des tests, y compris les tests PCR, et interroge le ministère sur sa capacité à les fournir, et demande au gouvernement de distribuer activement des crèmes et répulsifs anti-moustiques dans les zones à risque, ainsi que de mener des enquêtes de terrain. De plus, il exprime sa préoccupation quant aux cas de syndromes similaires à la dengue qui donnent des résultats de test négatifs, nécessitant des tests répétés et un suivi des personnes infectées.

Le médecin affirme que le ministère de la Santé ne parvient pas à gérer efficacement la situation, mettant en garde contre le risque que la maladie devienne endémique si des mesures appropriées ne sont pas prises. Il

appelle à une intervention du 'High Level Committee' et du ministère pour décider des mesures à prendre, soulignant l'importance d'une action immédiate pour préserver la santé publique, l'économie et l'industrie touristique.

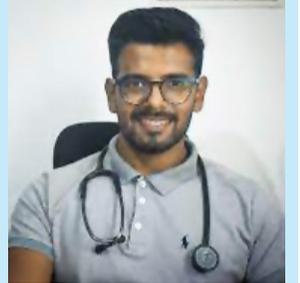
Il préconise également l'adoption de la 'Public Health Virus Genomic Surveillance', soulignant que cela permettrait de détecter les épidémies précocement, de suivre la propagation du virus et d'identifier les mutations potentielles. Il suggère que le 'genomic sequencing' devrait être réalisé à Maurice, utilisant les équipements disponibles au département de virologie de l'hôpital Candos.

Enfin, il souligne que le type actuel de dengue semble être de type 2, et insiste sur le fait que l'identification des caractéristiques génétiques du virus aidera à mieux comprendre et à contrôler la situation.

Selon le Dr Luvesh K Mooloo

## Saignements, douleurs abdominales et vomissements sévères nécessitent une prise en charge urgente

Nul n'est à l'abri de ce virus contagieux. La dengue est une maladie virale transmise à l'homme par des moustiques du type Aedes, tout comme le chikungunya.



Actuellement, elle progresse de manière très importante et rapide dans l'île. À vendredi, 1109 cas avaient été enregistrés, dont 643 sont toujours actifs. Les services de Santé ont enregistré, mercredi soir, un troisième décès. Cette femme de 33 ans, comme la mère de famille de 48 ans ou l'octogénaire, présentaient des comorbidités. Même si les campagnes de fumigation aident à combattre la propagation de la dengue, se pose la question de comment la prévenir, afin d'éviter que la maladie devienne endémique. Quels sont les symptômes et les traitements ?

Le médecin généraliste Luvesh K Mooloo insiste : « Nous devons tous individuellement essayer de limiter la propagation de la maladie. La prévention repose sur l'élimination des moustiques car il n'y a pas de médicaments spécifiques. Il faut s'habiller en portant des vêtements longs qui couvrent la peau. Il est également possible d'utiliser des insectifuges ou des répulsifs en vente libre dans les pharmacies et les supermarchés, ou ceux à base de plantes telles que la citronnelle, le neem, entre autres », dit-il.

Le médecin ajoute qu'il faut également éliminer les points d'eau stagnante et installer des moustiquaires. « Le symptôme principal de la dengue est une forte fièvre pouvant atteindre 39 à 40 degrés, et qui remonte à chaque fois que l'effet des médicaments se dissipe. Vous pouvez aussi ressentir des douleurs articulaires, des maux de tête, des douleurs oculaires, avoir des nausées ou des vomissements, ainsi qu'une éruption cutanée. Parmi les symptômes qui constituent des signaux d'alarme et nécessitent une attention particulière, on trouve des douleurs abdominales sévères, des vomissements irrésistibles, des saignements cutanés et au niveau du système digestif », explique-t-il.

Il n'y a pas de traitement spécifique contre la dengue. « Pour les cas simples, cela repose sur une bonne hydratation et la prise de paracétamol pour faire baisser la fièvre et soulager les douleurs. Il convient de rappeler d'éviter les anti-inflammatoires car ils augmentent les risques de saignement », conclut Luvesh K Mooloo.



## Dr Shameem Jaumdally : « Le dépistage pour connaître le nombre actuel de cas est très important »

Shameem Jaumdally, virologue mauricien exerçant en Afrique du Sud, estime que la question de la vaccination ne se pose pas, car elle peut se faire sur ceux qui ont déjà été infectés par la dengue. Selon lui, la situation est alarmante, ce qui signifie que la population a besoin d'un bon dépistage pour savoir combien de personnes ont été infectées jusqu'à présent. « Même si certains cas ne présentent pas de symptômes, ils pourraient avoir contracté le virus, et ainsi le vecteur, c'est-à-dire le moustique, pourrait transmettre ce virus d'un individu à l'autre. Cela se produit à un rythme très rapide, sur lequel nous n'avons pas de contrôle », explique-t-il. Il souligne ainsi que plus de la moitié, soit entre 60 et 70 % des personnes infectées par la dengue, restent asymptomatiques ou présentent des symptômes qui ne sont pas assez sévères pour les inciter à faire un test de dépistage.

« Le danger est que si une personne reçoit le virus avec un autre sérotype, cela peut se manifester avec des symptômes plus sévères, avec un risque d'hémorragie ou de fièvre accrue. Avec les dépistages que nous effectuons, nous n'avons aucune visibilité sur le nombre de personnes qui ont déjà été infectées, et sur les risques que cela comporte s'il y a une circulation d'un troisième sérotype », dit le virologue. Il n'exclut pas cette situation en évoquant le fait qu'il y a plus de voyages et donc un risque plus élevé de cas extrêmes.

Selon Shameem Jaumdally, si le nombre de décès augmente, cela signifie également une augmentation du nombre de cas. « Il est à noter que nous sommes dans une phase cyclonique et que nous aurons beaucoup de pluie, ce qui contribuera certainement à la prolifération des moustiques. Alors, s'il n'y a pas de contrôle au niveau des moustiques, il n'y aura pas de contrôle au niveau de la maladie », prévient-il.

Il souligne qu'il existe deux tests de dépistage, le PCR et le test antigène, qui peuvent nous donner des résultats rapides. Selon lui, les tests antigènes peuvent fournir une réponse dans les 15 à 20 minutes qui suivent. « Si nous n'avons aucune visibilité sur le nombre de cas dans le pays, comment pouvons-nous contrôler la situation ? Les stratégies mises en place sont-elles efficaces, ou doit-il y avoir un changement ? Si nous avons une visibilité sur le nombre de cas, nous pourrions activer les mesures de fumigation dans les endroits à risque. Cependant, le dépistage est très important et cela aidera à contrôler la situation », rappelle-t-il.

Il affirme que les moustiques que nous avons auparavant piquaient essentiellement durant la journée et la nuit, mais que récemment, ils nous piquent plus souvent dans la soirée. « Nous pourrions modifier notre mode de vie par rapport aux piqûres de moustiques. Mais même s'il y a un changement dans les routines, il faudra se protéger davantage contre les piqûres de moustiques pour minimiser le risque de contamination », conclut Shameem Jaumdally.



# Ils ont eu plus de chance que Vikram Hurdoyal

La révocation de Vikram Hurdoyal a pris tout le monde de court. On ne s'y attendait pas du tout. Par contre, il y a ceux pour lesquels on attendait une révocation, mais qui n'est jamais venue. Qu'a bien pu faire Vikram Hurdoyal au point d'être révoqué un dimanche soir, alors qu'il se trouve à haute altitude, à des milliers de kilomètres du pays ? Est-ce plus grave que les reproches faits contre les autres ministres qui embarrassent le gouvernement ? ZOOM sur des ministres qui ont « fané » mais qui jouissent toujours du soutien du Premier ministre.



Anjiv Ramdhany

## Nouveau bouncer de service

Commençons par le plus récent. S'il y a une révocation à laquelle on s'attendait dimanche soir, c'est sans doute celle d'Anjiv Ramdhany. Et pour cause ! Il semble avoir emboîté le pas du PPS Kenny Dhunnoo qui avait agressé un infirmier dans une clinique privée. La veille, soit samedi soir, un agent « coltar » du MSM l'a accusé d'agression. Selon Sawan Beeharry, le ministre et

ses deux bodyguards l'ont giflé à plusieurs reprises à son domicile à Bois Rouge, Goodlands. En toile de fond : un commentaire de l'agent « coltar » sur Facebook que le ministre n'a pas apprécié. La victime a même consigné une déposition en bonne et due forme à la police, avant de se confier publiquement à travers les réseaux sociaux. Mais Anjiv Ramdhany échappera à une sanction. Il s'assurera même que l'agent en question retire sa plainte contre lui dans la journée de lundi, tout en blâmant l'opposition. Mais son sale petit jeu n'a échappé à personne.

Maneesh Gobin

## Le cerf qui reste en travers de la gorge

Il était sous le feu des projecteurs dans le sillage de l'affaire Franklin, qui a éventuellement mené à la révélation du 'stag party' en mars 2023. Il est question d'allégations de pots-de-vin de l'ordre de Rs 3, 5 millions entourant l'octroi d'un bail pour un ranch à proximité de Grand-Bassin. Le scandale dans le

c'est que Maneesh Gobin aurait également assisté à une fête nocturne, en bonne compagnie, où de la viande de cerf et du Black Label ont été servis. Mais l'Attorney General conservera son poste et sera même promu aux Affaires étrangères, à la place du portefeuille de l'Agro-industrie qu'il occupait également. Le PPS Rajanah Dhaliah avait eu moins de chance, ayant, lui, été forcé à la démission avant son interrogatoire à l'ICAC.



Anwar Husnoo

## Dépassé par Belal



Sa révocation a été réclamée par de nombreux Mauriciens dans le sillage du cyclone Belal. Même Samad Goolamaully, avocat proche du MSM, n'a pas mâché ses mots envers lui. La gestion de la situation par le vice-Premier ministre en tant que responsable du 'National Emergency and Operations Command' (NEOC) était, il faut le dire, désastreuse. Deux victimes emportées par les eaux, des dizaines

de voitures prises au piège dans les inondations à Port-Louis, des tombes et des ossements de personnes mortes flottant dans la cour des habitants des alentours du cimetière St-Jean, des centaines de maisons inondées, des milliers de foyers privés d'électricité, des infrastructures endommagées... La perte et les dégâts sont énormes. Mais au lieu de sanctionner son VPM et ministre des Collectivités locales et de la Gestion des catastrophes et des risques, le Premier ministre a trouvé un bouc-émissaire : l'ex-directeur de la Météo, Ram Dhurmea. Anwar Husnoo conservera donc son poste.

Kailesh Jagutpal

## Le chanteur qui danse sur un volcan

Le ministre de la Santé semble être un récidiviste lorsqu'il s'agit des scandales. Mais jusqu'ici, il reste intouchable, bénéficiant du soutien indéfectible du chef du gouvernement. Mauvaise gestion de la Covid-19, scandales d'« emergency procurements » profitant aux proches du pouvoir et coûtant des centaines de millions de roupies au pays, nourriture avariée et périmée dans les hôpitaux, récentes menaces contre une journaliste de notre rédaction, mensonges sur mensonges, mauvais exemple en dansant sans masque dans une fête privée pendant la pandémie... Sa gestion du dossier de la santé publique est une des plus calamiteuses. Mais il s'en sort toujours



## Ils ont aussi fait parler d'eux

### La fleur de Kalpana Koonjoo-Shah

Elle lance des jurons et s'endort au Parlement. Non seulement elle n'a pas été sanctionnée pour avoir lancé des injures au Parlement, ce qui correspond à un outrage au Parlement, puisque l'enquête initiée par le bureau du Speaker n'avait rien donné, mais elle est aussi sortie indemne de sa mauvaise gestion du dossier des shelters. Pire, elle va très souvent à l'encontre de son rôle de ministre de l'Égalité des genres en traitant les députées de l'opposition avec un certain mépris, alors qu'elle est censée donner le bon exemple et traiter les femmes avec un certain respect. Comme ministre de l'Égalité des genres, on en a vu mieux, même sous le règne du MSM !



### Joe Lesjongard, mis K.O par Corex Solar



Il avait été mis au pied du mur par l'affaire Corex Solar. Malgré les avertissements de l'opposition, le ministre Joe Lesjongard avait persisté dans sa démarche, en arguant qu'il n'y avait aucun problème dans les procédures d'allocation. Mais il confirmera lui-même, à une question parlementaire, quelques mois plus tard que l'ICAC enquêtait sur cette affaire et que le CEB avait imposé des dommages et intérêts à Corex Solar pour chaque jour de retard. Ce qui nous a fait perdre du temps indûment, mais non sans révéler l'incompétence du CEB et du ministre à gérer ce dossier de haut voltage.

### Kenny Dhunnoo : Promu malgré une agression

Le député MSM de la circonscription no.17 (Curepipe/ Midlands) était inconnu du grand public. Jusqu'à ce qu'il agresse un infirmier à la clinique Wellkin en juillet 2023. Les images de cette agression avaient même circulé sur les réseaux sociaux, soulevant une vague d'indignation. Pour avoir giflé un jeune homme après un accident, Navin Ramgoolam, en tant que Premier ministre, avait, lui, sommé son Attorney General, Yatin Varma, de démissionner en juin 2013. Mais Pravind Jugnauth n'a visiblement pas les mêmes valeurs et principes que l'ancien Premier ministre travailliste puisqu'il a, lui, promu le député Dhunnoo en le nommant comme PPS ! Ce dernier, rappelons-le, était également à l'origine de la suspension de la journaliste Manisha Jooty de la MBC.



## Réenregistrement obligatoire des cartes SIM

**L'avoué Pazhany Rangasamy dénonce un outrage à la cour**

L'a motion de l'avoué Pazhany Rangasamy a été appelée ce lundi matin en Cour suprême, devant la Chef juge Bibi Rehana Mungly-Gulbul. L'homme de loi demande le gel des règlements de 2023 visant à obliger les détenteurs de cartes SIM à les réenregistrer. Cela, le temps que la Cour suprême puisse se prononcer sur une autre action qu'il a déposée, à savoir une plainte constitutionnelle le 6 février 2024, pour contester le réenregistrement des cartes SIM. Elle sera appelée le 22 février devant le 'Master & Registrar'.

À l'appel de la motion de gel devant la Chef Juge, Me Doorgesh Kumar Manikaran, Principal State Attorney, s'est opposé à la demande. Il a en outre demandé un renvoi pour déposer un contre-affidavit dans l'affaire. La motion sera de nouveau appelée le 26 février 2024. L'avocat Sanjeev Teeluckdhary, qui représente les intérêts de Me Pazhany Rangasamy, a néanmoins, formulé une demande préliminaire pour le gel, mais la Chef Juge l'a informé qu'elle ne peut être accordée avant que tous les

affidavits n'aient été soumis au dossier.

Par ailleurs, l'avoué Pazhany Rangasamy a récemment tenu une conférence de presse à son étude à Port-Louis en compagnie de ses hommes de loi, Mes Sanjeev Teeluckdhary et Anoup Goodary. Ces derniers demandent à la population de ne pas procéder au réenregistrement des cartes SIM avant qu'un jugement ne soit rendu par la cour suprême. Cela, en l'absence d'informations sur le stockage des données relatives à la démarche.

L'avoué Pazhany Rangasamy a, en outre, fait une déclaration forte contre le Premier ministre, Pravind Kumar Jugmauth, en statuant que lors d'une conférence de presse conjointe avec l'ancien ministre Roshi Bhadain, en août 2015, ils ont à maintes reprises confirmé que toute la base de données biométriques a été complètement détruite ou effacée. Or, pour soutenir son argument, il avance la raison pour laquelle l'autorité demande aussi à ce que le réenregistrement puisse se faire en ligne en exigeant qu'une photo couleur



de la personne soit soumise. D'après l'avoué, l'autorité se base sur les données biométriques qui ont été sauvegardées lors de l'exercice de la carte d'identité récente auprès des bureaux d'état civil.

**Outrage à la Cour**

Il estime que le Premier ministre a induit la population en erreur et l'avoué va même plus loin en déclarant que le PM a commis un outrage à la cour en faisant fi aux décisions des institutions judiciaires, y compris les Nations unies. Il est d'avis que les engagements n'ont pas été tenus, et rappelle qu'à cette même conférence de presse, l'ancien ministre Bhadain avait affirmé que les officiers de l'État allaient

jurier un affidavit pour certifier que la base de données a été détruite, ce qui n'est pas le cas d'après lui.

**Passeport biométrique**

Sollicité par Sunday Times pour avoir ses impressions concernant l'introduction du projet du passeport biométrique, Me Pazhany Rangasamy déclare que c'est une action très calculée de la part du gouvernement, pour qu'il puisse avoir un contrôle total, non seulement sur les actions de son peuple, mais aussi ses mouvements.

D'autre part, l'homme de loi a fait comprendre qu'il faut tenir compte du fait que la carte SIM, la carte d'identité et le passeport marchent de pair. « *Il ne reste plus que nos cahier judiciaire et carnet de santé à inclure dans ces cartes et passeport biométriques* », dit Me Pazhany Rangasamy avant de conclure : « *C'est un régime totalitaire qui entache la bonne réputation de notre petite île sur la carte mondiale* ».

**Me Sanjeev Teeluckdhary : « Le réenregistrement des SIM Cards vise à espionner les citoyens »**

Me Sanjeev Teeluckdhary dénonce le réenregistrement des SIM Cards et l'éventuelle introduction de la carte d'identité électronique ainsi que du passeport biométrique pour les Mauriciens. L'homme de loi soutient d'abord que le gouvernement a préféré passer par des règlements et non par des lois pour arriver à ses fins. « *Il n'y a pas eu de débats au Parlement sur le réenregistrement des cartes SIM. Les députés n'ont pas eu l'occasion d'exprimer leur opinion et leurs craintes sur ce sujet. Le gouvernement est passé en catimini par le biais de règlements. C'est antidémocratique car ces règlements vont à l'encontre des droits fondamentaux du citoyen, tels que garantis par le Chapitre 2 de notre Constitution* », estime-t-il.

Les autorités concernées demandent déjà le nom et l'adresse lors de l'enregistrement des cartes SIM. Maintenant pour le réenregistrement, il faut un 'liveness test' à travers un 'selfie' « *Tous banne données zotte pou stocker et mettre ça dans database* ». Dans la foulée, Me Sanjeev Teeluckdhary rappelle que dans l'affaire Dr Rajah Madhewoo contre l'État Mauricien, le Conseil Privé et la Cour Suprême ont statué que c'est anticonstitutionnel de créer une database pour stocker les données des citoyens. Or, dira-t-il, le gouvernement est en train de faire exactement le contraire de ce qui a été statué dans les jugements sur la carte d'identité biométrique. Pour lui, le gouvernement est en train de passer « *through the back door* » pour contourner les décisions des Cours de Justice des plus hautes instances par voie

des règlements – SIM card Registration – pour recréer cette même database. Donc cela est illégal, anticonstitutionnel et constitue un outrage à la Cour.

« *Dès que la SIM Card est enregistrée, toutes les données de la personne deviennent vulnérables. Ce sera très facile pour le gouvernement et les autorités concernées, et même les hackers, d'espionner toutes les conversations, les messages, le contenu des e-mails, les détails des transferts bancaires, par exemple les 'juice transfers'. De ce fait, vous serez également à la merci des hackers, qui pourront hacker la data base, créer des fausses identités et pourront débiter de l'argent de votre compte bancaire, ainsi que faire des transactions en votre nom* », poursuit-il.

**Système de protection**

L'homme de loi ajoute que la loi n'a prévu aucun système de protection. Par exemple, dira-t-il, les personnes qui ont pris votre data, voire même les opérateurs de téléphonie mobile, n'ont aucun devoir de confidentialité. « *Même leur staff peut divulguer des renseignements personnels du citoyen à d'autres personnes ou autorités. Il n'y aucune loi qui les en empêche. Donc, en cas de 'leakages' de data, il n'y a aucune sanction possible, il n'y a pas d'offense ou de responsabilité pénale des opérateurs en cas de 'unauthorised disclosure'. C'est un système de surveillance 'à la Big Brother'* », estime-t-il.

« *Après ces règlements, il y aura des autres procédés. Par exemple : La carte*

*identité électronique ou le passeport biométrique qui vont entrer en action avec le système de safe city et caméra biométrique. C'est -à- dire qu'on pourra vous surveiller; écouter vos conversations, espionner vos mouvements et intercepter vos correspondances ainsi que vos communications avec d'autres personnes* », ajoute-t-il.

De plus, Me Sanjeev Teeluckdhary est d'avis qu'à travers le réenregistrement de la SIM Card, il aura un contrôle et l'État surveillera toutes les actions d'un citoyen Mauricien. « *De ce fait, on ne vivra pas dans un État démocratique. Notre État se transformera en un 'surveillance state' et ce au détriment de tous les Mauriciens* », dit-il.

**Vote par voie électronique**

Par ailleurs, l'homme de loi explique que les buts ultimes du gouvernement sont : D'abord de permettre à des étrangers, y compris des travailleurs venant des pays du Commonwealth par exemple, l'Inde, le Bangladesh, le Sri Lanka et certains pays d'Afrique, de voter par voie électronique, en présentant leur téléphone portable contenant leur carte d'identité électronique.

« *La SIM Card Registration et la carte identité électronique permettront aux étrangers et aux citoyens du Commonwealth qui sont à Maurice depuis deux ans de voter. Ces personnes sont vulnérables eu égard aux promesses gouvernementales : « Par exemple, si zotte vote pou parti au pouvoir zotte pou gagne permis de résidence. Tout*

*cela permettra au gouvernement de faire un 'massive rigging in real time' sans que personne ne puisse le détecter ou le contester. Il sera trop tard quand le Mauricien décidera de contester et d'engager une bataille légale, qui sera alors interminable* », a-t-il souligné.

En second lieu, il vise à faire taire les critiques, notamment en contrôlant les personnes qui blâment le gouvernement ainsi que celles qui mènent des campagnes et d'autres activités politiques sur les réseaux sociaux en utilisant leur téléphone portable. « *Par exemple : dans le cas d'un candidat potentiel, il ne sera pas nécessaire pour lui d'organiser des meetings, des rallies, des congrès ou de faire du porte-à-porte canvassing. Il peut tout simplement utiliser son téléphone pour exprimer ses opinions ou ses idées sur des sujets d'intérêt national sur les réseaux sociaux. Il n'aura pas à rassembler ses partisans physiquement – il peut communiquer avec d'autres citoyens à travers Facebook, Twitter, TikTok ou WhatsApp. Il ne sera pas nécessaire pour lui de faire du porte-à-porte et il pourra faire sa campagne électorale. Il pourra se positionner comme un candidat potentiel ou comme leader politique éventuel s'il peut se servir de ces moyens de communication, et s'il peut convaincre son électorat. Donc à travers la SIM Card Registration, le gouvernement pourra empêcher et même décourager ces individus de poser leur candidature contre les candidats du gouvernement, et de critiquer le gouvernement.* »

## Air Mauritius

## Des pensionnaires veulent que leurs droits soient restaurés

Exaspérés par l'indifférence de leur employeur, Air Mauritius, pendant de très longues années (certains ayant servi pendant 45 ans), les retraités/pensionnaires de la compagnie nationale d'aviation ont décidé de prendre des mesures. À travers la création d'un regroupement appelé 'MK Retirees/Pensioners Cell', ils ont exprimé leurs préoccupations publiquement afin d'attirer l'attention du Premier ministre ainsi que d'autres politiciens. Leur objectif est d'obtenir un rendez-vous avec Pravind Jugnauth pour lui exposer directement leurs griefs et solliciter son soutien et sa compassion dans la résolution de leurs problèmes, afin de satisfaire les besoins de chacun.

Ainsi, Raj Ramlugun, Raj Jugurnauth et Rajesh Busgheet, entourés de plusieurs retraités/pensionnaires de MK, ont exprimé, lors d'une conférence de presse, leur colère face à l'injustice et l'arbitraire qu'ils estiment subir depuis janvier 2022, ainsi que certaines décisions très unilatérales prises sous le règne de l'Administration Volontaire de Sattar & co, et qui perdurent sous l'emprise de AHL sur MK.

## Responsabilités et devoirs

Ils en ont assez de la démission d'Air Mauritius devant ses responsabilités et devoirs vis-à-vis d'eux. 'Enough is enough!'. « Air Mauritius, qui était récemment en pleine turbulence et menacée d'extinction, a octroyé un boni de 14.25ème mois à tous ses employés actifs, tout comme aux 'subsidiaries' de AHL en décembre 2014. Même la 'National Insurance Company' (NIC), en péril financier récemment, a donné un 14ème mois en décembre 2014. Mais qu'en est-il des retraités de MK ? », se demandent-ils. Et d'ajouter : « En plus de



ne jamais avoir droit à un troisième mois sur leurs pensions ou à une indexation de leur pension sur le coût de la vie (IPC), ni à l'augmentation minimale que le gouvernement accorde à tous les travailleurs et pensionnés du pays, ces retraités d'Air Mauritius ne bénéficient en rien de ces augmentations pour compenser la hausse du coût de la vie et assurer la justice sociale. »

Les retraités/pensionnaires de la compagnie nationale d'aviation ont aussi fait ressortir qu'avant janvier 2022, tous les pensionnaires (du régime 'Defined Benefits') de MK avaient le droit, selon les règles du Pension Scheme (Air Mauritius Limited Pension Scheme), à une augmentation annuelle chaque fin janvier dans la fourchette de 3 à 5 %. « D'un trait de plume, avec soi-disant l'approbation de la FSC, cette augmentation a été plafonnée à 0.25%. Ainsi, pour une personne qui touche une pension de Rs 20,000 ou Rs 30,000 (ce qui semble être le cas pour la majorité des pensionnaires de MK) l'augmentation annuelle depuis janvier 2022 est de Rs 50 et Rs 75 mensuellement. Basta ! Rien d'autre. En plus, rappelons-nous que nombre de pensionnaires (en retraite forcée/prématurée sous Administration Volontaire en 2020) ne survivent qu'avec cette pension de travail car ils ont moins de 60 ans. C'est à dire pas de BRP de



l'État encore. Si cela n'est pas presque un crime, un déni de justice sociale, qu'est-ce que c'est alors ? », s'insurgent-ils.

Les retraités d'AM ont aussi indiqué que pour ajouter l'injure à l'insulte en termes d'humiliation pour les pensionnaires, en septembre 2022, le fond de pension (DB) a été vendu à la NIC avec cette formule d'augmentation annuelle plafonnée au taux humiliant et injuste de 0.25%. « Tout semble avoir été bien calculé sous l'Administration Volontaire et après sous AHL. Ainsi, notre pension aujourd'hui porte le nom de Annuity et notre statut de pensionnaire de MK est passé à celui de Annuitant de la NIC. Où est passé notre statut de pensionnaires de MK, qui doit moralement et légalement rester notre employeur, pas la NIC ? Cette dernière compagnie enrichie avec l'achat de notre fond de pension nous donne un maximum de 0.25% d'augmentation annuelle alors que pour ses employés, elle trouve juste d'octroyer un 14ème mois en décembre 2014. Bravo pour l'esprit de justice sociale », estiment-ils.

Raj Ramlugun, Raj Jugurnauth et Rajesh Busgheet ont souhaité que le « Premier ministre agisse le plus tôt possible pour nous assurer cette justice et également mettre bon ordre dans la gestion et le leadership chaotiques chez MK ».

## Postes vacants dans le service civil

## Radhakrishna Sadien : « 12 'Insecticide Sprayers Operators' requis pour l'exercice de fumigation »

De nombreux syndicalistes ont déjà fait parvenir leurs propositions en vue de la prochaine séance budgétaire. Un manque d'employés et de personnel dans divers secteurs est à déplorer alors que le ministère a publié des postes vacants dans le secteur public. Pour Radhakrishna Sadien, président de la 'State of Employees Association', malgré la publication des postes vacants, les choses n'ont pas avancé. Au ministère de la Santé par exemple, il y a toujours une pénurie de main-d'œuvre dans certains départements, malgré l'investissement dans la construction de centres de santé régionaux et communautaires, ainsi que dans la décentralisation des unités et l'introduction de nouveaux services.

Le syndicaliste souligne également que

les recrutements n'ont pas été effectués comme il se doit et que le manque d'employés a un impact sur les services offerts au public, pouvant entraîner un 'burn out', comme cela a été le cas pour les employés du 'Subramanian Eye Hospital' à Moka par le passé. Il rappelle que la pandémie de la Covid-19 a été un exemple de mauvaise gestion, soulignant la nécessité d'être préparé à toute éventualité en cas de phénomènes sans précédent.

Alors que l'épidémie de dengue gagne du terrain dans le pays, le syndicaliste ajoute que la population doit être correctement informée et que des mesures correctives doivent être prises rapidement par les autorités. Radhakrishna Sadien affirme qu'il est nécessaire d'avoir du personnel

spécialisé dans le secteur de la santé pour offrir un service de qualité à la population. Il insiste sur l'absence de préparation et d'approche dans la lutte contre la gestion des problèmes sérieux. À titre d'exemple, il mentionne que la 'Rodent Control Section' a terni l'image des hôpitaux, alors que le contrat aurait dû être attribué à un département du ministère, il l'a été aux 'Rodent Control Attendants', malgré la demande de la 'Government Services Employees Association' (GSEA) d'embaucher 12 'Insecticide Sprayer Operator' pour pallier le manque d'employés.

Il appelle au ministère de prendre rapidement les mesures nécessaires afin de résoudre le problème du manque de personnel qui entrave le bon fonctionnement de ce ministère.

## Forest-Side

## Un habitant dénonce l'inaction des autorités

Alors que la dengue gagne du terrain, un habitant du 16ème mille à Forest-Side ne cache pas son désarroi et explique que les habitants craignent le pire avec la propagation de la maladie de la dengue. Il déplore l'inaction des autorités malgré les nombreuses plaintes qui leur ont été adressées pour que des mesures soient prises. L'habitant explique que les trottoirs sont envahis par des herbes sauvages et que les enfants et les habitants sont obligés de marcher sur la rue plutôt que sur les trottoirs. « Si comsa pas ti bizin met trottoir » dit-il. Les bordures sont mal entretenues et la dernière fois que des travaux d'entretien ont été réalisés remonte à l'année dernière. Il déplore qu'aucune initiative n'ait été prise récemment pour redonner un nouvel élan à cet endroit et encourager les habitants à respecter les règles. « Les autorités doivent agir », affirme-t-il.



## La GSEA tire la sonnette d'alarme

## 230 postes vacants dans les bibliothèques scolaires

Dans une correspondance adressée au 'senior Chief Executive' du ministère de l'Éducation, la 'Government Services Employees Association' (GSEA) souligne la nécessité de pourvoir en urgence 230 postes vacants dans les bibliothèques des établissements scolaires.

Dans cette lettre, le secrétaire général, Gheerishsing Gopaul, affirme que 200 postes de 'Library Officers' et 30 postes de 'Library Clerks' et de 'Senior Library Clerks' doivent être pourvus en urgence dans les établissements scolaires publics. Évoquant le manque bibliothécaires, il insiste sur la nécessité de créer d'autres postes pour mieux répondre aux besoins de ces établissements éducatifs à travers l'île.

Selon Gheerishsing Gopaul, le manque de personnel dans les bibliothèques peut avoir des conséquences désastreuses sur leur gestion ainsi que sur les services offerts dans les différents établissements scolaires. Par conséquent, le secrétaire de la GSEA demande que les propositions formulées soient prises en considération. Il souligne l'importance de pourvoir ces postes vacants en priorité et encourage une accélération du processus pour répondre de manière plus efficace aux besoins. Il compte sur le ministère pour pallier cette pénurie et garantir le bon fonctionnement des bibliothèques dans les établissements scolaires concernés. Une copie de cette lettre a également été remise au ministère de la Fonction publique.

## Ruisseau du Pouce

## Les marchands refusent d'être installés au Victoria Urban Terminal

Une fois de plus, les marchands établis aux abords du Ruisseau du Pouce expriment leur frustration face à ce qu'ils considèrent comme un manque de sérieux des autorités concernées. Alors que la structure doit être démolie par les autorités, les marchands restent sur leur position, et sont réticents à l'idée d'être relocalisés au sein du Victoria Urban Terminal (VUT). Ils ne s'opposent pas au relogement, mais insistent pour obtenir un lieu convenable où exercer leur activité.

Ils refusent catégoriquement d'être transférés au Victoria Urban Terminal, arguant qu'ils sont au courant de la situation là-bas. « Lorsque les autorités agissent de la sorte, cela engendre du stress et nous laisse démunis. Si banla donne nous ene bon place lerla nou pou aller », disent-ils. « L'endroit est trop exigü et nous devrions payer un loyer de Rs 4 000 par mois. C'est exorbitant ! De plus, de nombreux membres du public ne fréquentent pas cet endroit et préfèrent les magasins en rez-de-chaussée. Nous travaillons ici depuis des années et nous n'avons jamais été traités ainsi », déplorent-ils. Par le passé, nous avons déjà dénoncé cette injustice envers ces marchands qui tentent de subvenir aux besoins de leur famille.



« C'est une décision inhumaine et injuste de la part de la municipalité de Port-Louis. Nous traversons une période économique difficile, nous ne travaillons plus comme avant et nous sommes confrontés à de nombreuses difficultés. Nous essayons de gagner notre vie en travaillant, et si on nous déplace, le nouvel endroit doit être accueillant pour

les clients, pas comme le Victoria Urban Terminal, où les marchands relocalisés se plaignent de leur situation précaire car ils n'ont pas assez de clients », expliquent-ils.

« Durant cette décennie passée au Ruisseau du Pouce, nous nous sommes constitué une clientèle fidèle, que nous

risquons de perdre en étant déplacés. Nous avons également investi beaucoup pour rendre nos étals attrayants, et plusieurs d'entre nous ont même contracté des emprunts à cet effet », ajoutent-ils.

Une marchande qui avait un étal au Victoria Urban Terminal s'est confiée, expliquant qu'elle y a travaillé pendant cinq mois, mais sans succès. Son étal était situé au fond du bâtiment et il y avait très peu de visiteurs à cette extrémité. « J'ai réalisé très peu de ventes pendant ces 5 mois. Il y a des jours où je me rendais au travail et je ne vendais presque rien. C'est pour cette raison que j'ai rendu mon étal et suis retourné à mon ancien emplacement au Ruisseau du Pouce. C'est un fait indéniable, contrairement à ce que prétend le président de l'Association des Vendeurs de Rue, Hyder Ryman, qui qualifie le Victoria Urban Terminal de bijou pour les marchands », dit-elle.

Yusuf, après avoir terminé ses études secondaires sans trouver d'emploi, a rejoint son père Aslam, marchand ambulante. Il a fini par faire de ce métier son gagne-pain. « Si les clients affluent dans les rues, ici c'est tout le contraire, mais au VUT, ce sera pire car il y aura encore moins de clients », conclut-il.

## Muhammad Anas Bachun, lauréat (Science Side)

## « Poursuivre des études au Royaume-Uni et revenir pour servir mon pays »

Muhammad Anas Bachun, lauréat du prestigieux Royal College de Curepipe, revient sur son parcours scolaire et partage ses aspirations. À 19 ans, résidant à Highlands avec sa famille, Anas se décrit comme un passionné de Mathématiques et des Sciences, tout en nourrissant un amour profond pour le football, notamment en tant que fervent supporter de Manchester United.

Son cheminement éducatif débute à l'école Papillons à Saint-Paul, où il garde un souvenir spécial de Miss Tim. Cependant, c'est à la 'Doha Academy' durant le cycle primaire qu'Anas ressent le déclic initial. Il évoque avec gratitude le rôle déterminant de ses enseignants, en particulier celui de M. Maqsood Jeenatally, son mentor, qui l'a encouragé à donner le meilleur de lui-même malgré les défis.

Son admission au Royal College de Curepipe marque un tournant dans sa vie scolaire. Anas découvre un



environnement propice à l'excellence, où la pression et les attentes élevées stimulent son ambition. Tout en se consacrant à ses études, il demeure fidèle à sa passion pour le football, bien que les rappels des enseignants l'invitent à se concentrer en classe ne manquent pas.

Il attribue son succès à une combinaison de facteurs, incluant la guidance de ses enseignants, le soutien inconditionnel de sa famille, et la bénédiction de Dieu. Il exprime également sa tristesse pour ses grands-parents récemment décédés, qui n'ont pas pu assister à ses réalisations.

Quant à ses ambitions futures, le jeune homme envisage de poursuivre

ses études supérieures au Royaume-Uni, avec l'intention de revenir à Maurice pour contribuer au progrès de son pays. Bien que la politique ne soit pas sa priorité immédiate, il ne ferme pas la porte à l'idée d'y jouer un rôle significatif à l'avenir.

En tant que modèle pour la jeunesse mauricienne, Anas encourage à la persévérance et à la confiance en soi. Sa citation inspirante, « Ne jamais abandonner. Soyez confiant. Il n'y a pas de soleil sans pluie », résonne comme un appel à l'optimisme et à la détermination.

Interrogé sur l'avenir de Maurice, il se montre optimiste, soulignant les atouts d'une société multiculturelle

caractérisée par la paix et la stabilité. Il croit fermement en la capacité de l'île à devenir un pays à revenu élevé, grâce à son vivier de talents et à une population travailleuse.

Concernant les débats autour des critères de passage en Lower VI, Anas soutient que cinq crédits constituent une base nécessaire pour réussir les examens du HSC, tout en encourageant chaque étudiant à explorer ses talents uniques.

Sur la question des réformes éducatives, Anas reconnaît la complexité du processus et souligne l'importance de s'appuyer sur la recherche et l'expertise professionnelle pour mettre en œuvre des changements significatifs, tout en insistant sur la nécessité de contextualiser les réformes pour Maurice. Il souligne notamment l'importance d'investir dans les étudiants en difficulté pour garantir l'inclusivité et l'égalité des chances dans l'éducation mauricienne.

Démantèlement / écroulement de la BAI / BRAMER

# Neuf ans après

Je n'achète pas - donc je ne paie rien, je n'hérite pas, on ne me donne pas en cadeau, et cependant, je deviens propriétaire. Quelle chance, me direz-vous, mais la question reste, comment ? En des circonstances normales et dans le cas du commun des mortels, ce serait considéré comme un vol et la personne serait en prison, mais pas dans le cas précis dont je vous parle.

Vous avez compris, il s'agit là du conglomérat de la BAI/Bramer qui, quelques semaines après les élections législatives de 2014, a été démantelée et NATIONALISÉE par le gouvernement. Et si le gouvernement l'a qualifiée de "Ponzi", s'il a dit que c'était du "Daylight robbery", en tant que double victime de ce supposé krach, soit comme "investisseur dans la Bramer Asset Management Ltd" qui avait dans ses livres plus de 90 propriétés et comme "actionnaire minoritaire" à la Bramer Bank Ltd, je maintiens que la BAI ne s'est pas écroulée mais qu'il y a eu une attaque du gouvernement nouvellement élu pour en prendre possession.



Neuf ans après, la situation pour les victimes est la suivante :

- Mes correspondances aux diverses institutions attendent toujours des réponses
- Les dossiers de plusieurs victimes sont 'pending' en cour
- Un étranger - à qui le ministre de la Bonne Gouvernance d'alors avait promis le remboursement - n'a pas récupéré un sou de ses investissements à ce jour. A noter que son argent est arrivé à Maurice après que plusieurs membres du gouvernement aient retiré leur argent de la banque.

- Des milliers de personnes attendent le complément de leurs remboursements. Etait-ce une promesse électorale non tenue, je ne sais pas ...
- Les familles des directeurs d'alors attendent aussi que leurs dossiers passent en cour pour qu'elles soient libérées de ce stress.

Pendant ce temps, la NPFL, qui est une entité gouvernementale créée après le démantèlement du groupe BAI en 2015 et qui est devenue propriétaire de ses avoirs sans rien payer, va solliciter un cabinet d'experts comptables pour la réévaluation complète des biens dans le but d'une éventuelle mise en vente.

Voilà où nous en sommes 9 ans après. Le

gouvernement exerçant un super lavage de cerveaux, avait profité de cette euphorie qui régnait dans le pays après les élections pour comploter, programmer, et par vengeance, apporter un coup fatal à un conglomérat construit sur une période d'environ 45 ans. Il n'a pas tenu compte des conséquences de cet acte irresponsable qui, non seulement a propulsé un grand nombre de gens honnêtes et travailleurs dans la pauvreté, mais qui a aussi

été la cause de plusieurs décès. Cela va sans dire qu'il y a diverses compagnies et des milliers de défenseurs du gouvernement qui, sans effort, ont profité du dur labeur des victimes.

La saga continue, mais il y a encore d'autres imbéciles qui, comme moi, attendent la vérité sur cet écroulement, et surtout la Justice Divine. En attendant, le krach de la BAI restera pour beaucoup, 'The Greatest Sinful, Shameful and Unforgivable Crime'.

■ Par Mavis Latchman

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Viol d'une femme de 33 ans au Morne

## La police sur la piste d'un réseau de violeurs

C'est une affaire qui a choqué le pays la semaine dernière. Une jeune femme de 33 ans a été violée sous la menace d'un cutter au Morne vendredi dernier. Le suspect, Moheswar Souky, 32 ans, est passé aux aveux lors de son interrogatoire. Son arrestation a été effectuée par les officiers de la 'Force Crime Intelligence Unit' (FCIU) deux jours après les faits. Dans sa plainte, la victime explique qu'elle a suivi des cours dans le domaine de l'esthétique/soins de beauté, et qu'elle était à la recherche d'un emploi. Quelques jours plus tôt, elle est tombée sur une annonce sur les réseaux sociaux concernant des postes vacants dans un SPA se trouvant à Quatre-Bornes. Elle a contacté le SPA en question via Messenger, sauf qu'elle n'a pas reçu de réponse. Vendredi matin, elle a reçu un message, toujours sur Messenger, d'un dénommé Ryan, l'informant qu'il y avait un poste vacant dans un SPA au Morne, et qu'elle devait commencer le même jour.

Sans crainte, la victime, une habitante du sud, s'est rendue sur place et a effectivement rencontré le dénommé Ryan, qui était en fait Moheswar Souky. Après un brin de causette, Souky a

invité la jeune femme à le suivre. Sauf qu'il n'a pas pris la direction du



SPA, mais plutôt de la région de Trou Chenille, au Morne. Le suspect a sorti un cutter et c'est sous la menace qu'il a violé la jeune femme avant de voler son téléphone portable. Quelques heures plus tard, la victime a pu se libérer et alerter la police, ainsi que ses proches. Dans la soirée, les équipes de la FCIU et de la 'Divisional Crime Intelligence Unit' (DCIU) ont pris les choses en main et ont effectué un véritable travail de fourmi. Dimanche matin, le suspect a été arrêté à La Gaulette et est passé aux aveux. Il avait en sa possession deux téléphones portables qui ont été saisis par les limiers.

### Véritable boîte de pandore

En parcourant les deux téléphones portables, les enquêteurs sont tombés sur

plusieurs faux profils Facebook, et des dizaines de messages échangés avec des jeunes femmes. C'était le même modus operandi. De fausses annonces passées sur Facebook concernant des postes vacants dans le secteur de l'esthétique, et des rendez-vous donnés dans des endroits retirés

du pays. Les enquêteurs tentent actuellement de remonter jusqu'à chaque femme dont les messages figurent dans la messagerie. La majorité a accepté de venir à des rendez-vous, et il y a également eu des appels échangés. Le but des enquêteurs est de savoir si elles ont connu le même sort que la femme de 33 ans la semaine dernière. Étant donné le nombre de messages trouvés dans le téléphone portable, la police n'écarter pas la possibilité de plusieurs

autres complices dans cette affaire, ainsi que l'existence d'un réseau impliqué dans l'abus de jeunes femmes, par le biais de petites annonces faisant état de postes vacants dans des SPA.

**DONATE BLOOD BE A HERO**

**PLATELETS**  
ACUTE SHORTAGE OF PLATELETS IN MAURITIUS  
COLLECTION: 5/10 DONORS PER DAY ONLY  
VENUE: ONLY VICTORIA HOSPITAL (ON APPOINTMENT)  
STORAGE: 5 DAYS ONLY  
DURATION: 1.5HRS/2HRS (TO DONATE)  
USAGE: CANCER PATIENTS  
DENGUE PATIENTS  
AND OTHER CRITICAL DISEASES  
\*REGISTER YOUR INTERESTS TO DONATE ON SPOT

**BLOOD DONATION**

24 FEB 2024

**LE VALENTINA MALL PHOENIX**

**9 AM - 3 PM**

**STATS**

DAILY USAGE: AVG 150 PINTS  
YEARLY USAGE: AVG 54,750 PINTS  
COLLECTION 2023: 52,000 PINTS  
STORAGE: 35 DAYS

**BLOOD BANK MAURITIUS**  
**ProjectSalaam**  
peace in our initiatives

5422 6630  
[www.projectsalaam.org](http://www.projectsalaam.org)  
A NON PROFIT ORGANISATION

# Dealing with Opposing Views



By Bashir Nuckchady

Islam treats people on the basis that they are human beings who, because of a variety of factors, are often at variance with the naturally pure state in which they were created. What is comforting to the believer, however, is that the differences of opinion among the Companions did not spring from weakness in belief as to the truth of the Prophet's (SAW) teachings. Instead, they resulted from a genuine desire to ascertain the truth through patient investigation and discover the purpose of the Law-giver.

So long as the Prophet was the source of these laws, we find that no disagreement lasted longer than it took to refer it to him. In early Muslim history, the causes of differences of opinion in most cases hinged on the linguistic and juristic interpretation of Quranic texts and the interpretation of the Sunnah of the Prophet. There

were certainly no hidden malicious motives behind these differences, much to the disappointment of the hypocrites who were bent on sowing the seeds of discord in the community. This accounts for the ease and the speed with which these differences dissipated as soon as the disputants met the Prophet or as soon as a relevant text was produced by anyone. From the Companions' attitude, we can see the soundness of the saying that one who possesses a sound natural disposition supports truth wherever he finds it. With the

rapid spread of Islam after the demise of the Prophet, there surfaced new and more critical issues in the Islamic sphere which have in turn contributed to the spirit of disagreement.

The blessed Prophet once remarked, "Difference of opinion in my Ummah are a blessing." He didn't mean that Muslims should argue about everything or be divided, rather, he was pointing out that it was good for Muslims to think, to reason together, to discuss things and that if they



disagreed over something, that it was all in the pursuit of knowledge.

Allah is very harsh against those who make divisions. He said, "And be not like those who split up their way of life and become mere sects, each group rejoicing in what it (claims) it has." 30:31-32. Further, He said, "As for those who divide their way of life and break up into sects, you have no part of them at all. Their affair is with Allah. He will tell them the truth of what they did in the end." 6:159

We are blessed as a community in

that we have our original book and the complete record of the life of our Prophet. So, we must use those two main sources to explain what Islam really is. Sincere people seek to learn and practice the truth and Allah guides those who seek him. Anything else is opinion.

On many occasions, Muslims have disagreed over what something means or what to do. The key is to follow the Islamic manners of how to deal with differences. We don't have to agree all the time, but we don't fight over disagreements as if we were enemies. More importantly, we do not curse, neither him, nor his family or his generation of offspring for his opposing views. Muhammad (SAW) never in his whole life cursed anyone, being 'a blessing for the whole humanity'.

And if we are truly wrong and realize it, we must not stick to a false position out of pride or fear of "losing." An arrogant person refuses to accept logic and a proud and vain person never likes to listen to guidance. Before the battle of Khandaq, the Muslims had to decide what to do. Some wanted to go out and fight while others wanted to stay in the city and defend from there. The Prophet listened to both sides and in the end, he agreed with those who wanted to defend from the city. He didn't barge in with his own personal preferences nor did the Shura, or group discussion, become heated and full of antagonism. People

disagreed over an issue but united after a majority decision was taken.

Allah, the exalted, gave us a formula for dealing with differences when he said in the Quran that this book is Al Furqan, the standard to go by. And further, He instructed us to follow the example of the blessed prophet. 33:21

If we have a disagreement, especially between the followers of one Mazhab and another, we must respect each other's opinions and present our evidence. In the end, even if neither side proves a point, we must be courteous and respectful. We have seen countless showdowns between people with different opinions in which the end-result was ill will and hurt feelings. What's even worse is that such a display of rude behaviour on the part of people who are supposed to know Islam makes the whole community the laughing stock in the media, in front of other community and other Muslims shy away from the Mosques and Muslim gatherings. It has an even worse effect on new converts and potential converts. Muslims should handle their differences with proper ethics, behaviours or good manners. When we have differences, we must not forget that the disagreement should not affect the bond of brotherhood among us.

## Classé 9<sup>ème</sup> aux examens du HSC

### Le MLC honore Hafiz Mohammad Ahnas Abdool Careem

Mariam Goodur, présidente du 'Muslim Ladies Council', et ses membres, tiennent à féliciter le jeune Hafiz-ul-Quran, Mohammad Ahnas Abdool Careem, pour son exploit aux examens du HSC, cuvée 2023. Il s'est classé en 9<sup>ème</sup> position, juste après les huit lauréats. Et cela en dépit d'un handicap et d'un accident juste avant ses examens.

Selon Mariam Goodur, le jeune homme a des qualités extraordinaires. Il a toujours obtenu de bonnes notes, que ce soit au primaire ou au secondaire, dit-elle, en rappelant que son association l'a toujours soutenu et qu'Ahnas a même conquis le cœur des invités lorsqu'il a participé à des fonctions organisées par le MLC.

Ahnas, qui a opté pour l'économie, a obtenu 3 A+ dans les trois sujets principaux et 2 A dans les sujets subsidiaires, comme les autres lauréats. L'octroi d'une bourse, qui est accordée aux classés, lui permettra d'avoir un brillant avenir, estime la présidente du MLC.



# Mbappé a annoncé au PSG qu'il quittera le club à la fin de la saison

Selon Fabrizio Romano, Kylian Mbappé a annoncé au Paris Saint-Germain qu'il quitterait le club à la fin de la saison, ce qui fait de lui un agent libre de rejoindre n'importe quel club. Les Madrilènes se frottent déjà les mains.

Ce n'était qu'une question de temps avant que l'avenir de Mbappé ne se précise, et le moment est venu. Comme le rapporte Fabrizio Romano, le joueur de Bondy a fait savoir à Nasser Al-Khelaïfi qu'il n'avait pas l'intention de prolonger son contrat avec le PSG et qu'il quitterait le club à la fin de la saison en cours.

La nouvelle a eu un énorme impact médiatique et a été confirmée par des sources telles que David Ornstein de 'The Athletic', Fabrice Hawkins de 'RMC Sport' et le journal 'L'Équipe'. Tous précisent que les conditions du départ de l'attaquant ne sont pas encore définies et que l'annonce officielle de son départ



n'interviendra donc qu'une fois l'accord trouvé.

Les projecteurs sont désormais braqués sur le Real Madrid, l'équipe qui se languit de la star française. Le Real Madrid se frotte les mains car il sait que c'est maintenant ou

jamais. Après plusieurs tentatives infructueuses pour recruter Mbappé, les chances d'avoir le joueur dans leur effectif pour la saison 2024-25 viennent d'augmenter de manière exponentielle.

Source: fr.besoccer.com



## Hansi Flick choisit Zahavi comme nouvel agent

Le journaliste Plettenberg, de Sky Sport, rapporte que Hansi Flick, l'ancien sélectionneur de l'Allemagne fortement pressenti pour prendre les rênes du FC Barcelone, a engagé Pini Zahavi comme nouvel agent.

L'ancien entraîneur du Bayern Munich et de l'équipe d'Allemagne, Hansi Flick, a nommé Pini Zahavi comme nouvel agent.

Zahavi, considéré comme l'un

des meilleurs agents du football, entretient des relations étroites avec un grand nombre des plus grands clubs du monde, ce qui place Flick dans une position privilégiée pour rejoindre l'un d'entre eux cet été.

L'homme de 80 ans a joué un rôle déterminant dans le transfert de Robert Lewandowski au FC Barcelone à l'été 2022 pour un montant de 45 millions d'euros, après avoir travaillé en collaboration avec le président du FC Barcelone,

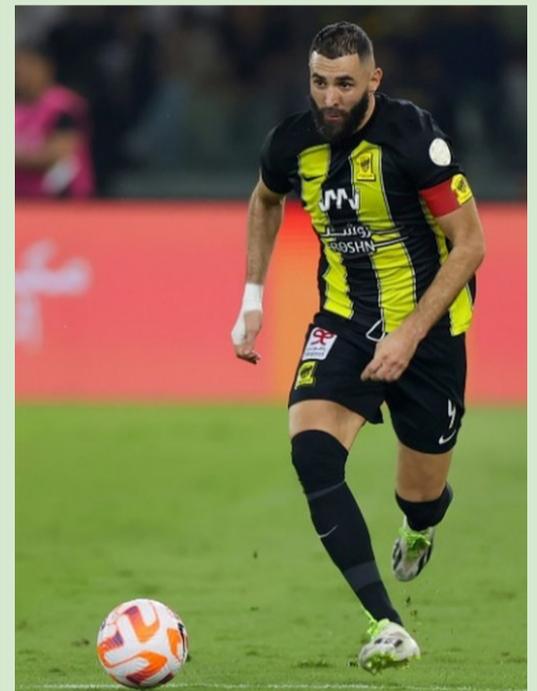
Joan Laporta. Il a également aidé à négocier le transfert de Thiago Silva du Paris Saint-Germain à Chelsea en 2020. Flick est libre depuis qu'il a été démis de ses fonctions de sélectionneur de la Mannschaft en septembre 2023, après l'élimination en phase de groupes de la Coupe du monde 2022 et une série de seulement quatre victoires en 16 matches.

Source: fr.besoccer.com

## La plainte de Benzema contre Darmanin est classée sans suite

Karim Benzema a porté plainte contre le ministre français Gérald Darmanin pour avoir déclaré qu'il avait «des liens notoires avec les Frères musulmans». La justice française a cependant rejeté la plainte au motif que les propos de l'homme politique ne portaient pas «atteinte à son honneur ou à sa considération».

La justice française a décidé jeudi de classer sans suite la plainte en diffamation déposée par le footballeur Karim Benzema contre le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, pour avoir affirmé que l'attaquant avait des liens avec le groupe islamiste des Frères musulmans. La Cour de cassation a estimé que les «propos» dénoncés «n'imputent aucun fait de nature à porter atteinte à son honneur ou à sa considération», selon les déclarations du procureur général de la République, Rémy Heitz, rapportées par la chaîne publique «FranceInfo».



Les propos de M. Darmanin ont été tenus lors d'une interview accordée à la chaîne «CNews» le 16 octobre, quelques jours après l'attentat perpétré par la branche armée de l'organisation islamiste Hamas contre Israël le 7 octobre.

Le joueur français d'origine algérienne avait publié sur les réseaux sociaux un message de soutien aux victimes à Gaza des «bombardements injustes» menés par Israël en représailles, et le ministre français de l'intérieur avait lié cette position aux liens présumés entre le lauréat du Ballon d'Or 2022 et les Frères musulmans.

«Comme nous le savons tous, Karim Benzema a des liens notoires avec les Frères musulmans», a déclaré M. Darmanin.

L'ancienne star du Real Madrid, qui joue aujourd'hui en Arabie saoudite, a également poursuivi en diffamation le politicien d'extrême droite Éric Zemmour en France en janvier pour des déclarations le liant aux tueries islamistes en France.

Source: fr.besoccer.com

Dans une interview accordée au journal le Parisien, l'attaquant du Paris SG Ousmane Dembélé est revenu sur son passage en demi-teinte au FC Barcelone.

Ousmane Dembélé est heureux au Paris SG, club qu'il a rejoint l'été dernier après un passage en demi-teinte au FC Barcelone, qui l'avait acheté en 2017 pour 135 millions d'euros. Dans un entretien accordé au Parisien, le joueur est revenu sur ses années en Espagne.

«Je suis arrivé à Barcelone à l'âge de 20 ans, en pleine phase d'apprentissage. C'est l'endroit où j'ai le plus grandi dans ma vie personnelle et professionnelle. J'y ai beaucoup souffert, j'ai vécu des moments très difficiles. Au fil des années, tout s'est amélioré», a-t-il révélé, ajoutant ensuite que ce processus de croissance est naturel.

«C'est l'évolution logique d'un joueur professionnel qui, au fil des ans, a changé beaucoup de choses et s'est beaucoup amélioré.»

Malgré les difficultés qu'il a



## Dembélé : "J'ai beaucoup souffert à Barcelone"

rencontrées, le Tricolore se souvient avec émotion de l'expérience qu'il a vécue sous les ordres de Xavi : «J'ai passé des moments incroyables avec Xavi, nous étions très proches. Il m'a donné beaucoup de conseils et m'a fait confiance». Le joueur de 26 ans n'a pas tari d'éloges sur son entraîneur actuel, Luis Enrique : «Il est calme, il fait des blagues et quand

il faut parler sérieusement, il le fait. Mais il n'est pas fermé, il est proche de ses joueurs, il donne beaucoup de conseils et va souvent dans le détail pour s'améliorer.» Ousmane Dembélé a passé six saisons chez les Blaugrana où son passage a notamment été marqué par ses nombreuses blessures à répétition.

Source: fr.besoccer.com

## Pablo Longoria a contacté Xabi Alonso pour qu'il devienne l'entraîneur de l'OM

Le président de l'Olympique de Marseille, Pablo Longoria, a confirmé dans une interview à So Foot qu'il avait essayé de recruter l'entraîneur du Bayer Leverkusen Xabi Alonso en 2022 après le départ de Sampaoli.

Le président de Marseille Pablo Longoria a confirmé dans une interview à So Foot qu'il avait essayé de faire signer Xabi Alonso sur le banc français après le départ de Sampaoli en 2022. La réponse de l'entraîneur de San Sebastian a été un «non» catégorique. Il m'a dit non avec la même élégance que



lorsqu'il jouait au football, comme s'il s'agissait d'une longue passe de 40 mètres», raconte Longoria.

Le président espagnol a déclaré qu'il était allé voir Alonso. Après le rejet

de son offre, il a déclaré qu'il n'était pas fâché : «J'aurais dû être fâché qu'il me rejette, mais j'avais presque envie de le remercier».

Longoria a expliqué que Xabi Alonso avait décidé ce qu'il voulait : «Il connaissait parfaitement les quatre équipes qu'il voulait entraîner et était prêt à les attendre». Finalement, le technicien espagnol a opté pour le Bayer Leverkusen. Le passage de Xabi Alonso en Allemagne est une réussite. Son équipe est en tête de la Bundesliga et il est en concurrence avec le tout puissant Bayern Munich.

Source: fr.besoccer.com

## Crystal Palace va licencier Roy Hodgson

Crystal Palace pourrait bientôt se séparer de son entraîneur Roy Hodgson et pourrait déjà avoir un remplaçant, l'ancien entraîneur de l'Eintracht Francfort Olivier Glasner étant pressenti pour le remplacer.

Crystal Palace s'apprête à licencier son entraîneur Roy Hodgson, l'ancien entraîneur de l'Eintracht Francfort Oliver Glasner étant le principal candidat pour le remplacer. Le coach, âgé de 76 ans, laissera Crystal Palace à la 15e place du classement de Premier League, à cinq points de la zone de relégation, après trois victoires lors des 19 derniers matches.



Glasner est sans poste depuis qu'il a quitté l'Eintracht à la fin de la saison 2022-23, alors qu'il lui restait un an de contrat, après avoir remporté l'Europa League et atteint une finale de Coupe d'Allemagne. Le club anglais a pris sept points lors de ses quatre premiers matches de la campagne, mais n'a enregistré que trois victoires depuis septembre et a été éliminé de la FA Cup par Everton.

Source: fr.besoccer.com

## Osimhen, le favori du PSG pour remplacer Mbappé

L'attaquant de Naples Victor Osimhen figure en tête de liste du Paris Saint-Germain pour remplacer Kylian Mbappé, qui a informé le club de son intention de partir à la fin de son contrat.

L'attaquant de Naples, Victor Osimhen, serait en tête de liste pour remplacer Kylian Mbappé, qui a déjà informé le Paris Saint-Germain de son intention de partir à la fin de la saison.

L'international nigérian (34 sélections, 21 buts) a rejoint Naples en 2020 en provenance de Lille pour un montant record de 70 millions d'euros. Depuis, il a inscrit 67 buts en 119 apparitions

avec les Napolitains. Luis Campos, qui est aujourd'hui directeur sportif du PSG mais qui travaillait auparavant à Lille, a d'ailleurs joué un rôle important dans le transfert de Victor Osimhen au Losc en 2019.

Depuis l'arrivée des Qataris, le PSG se sert d'ailleurs de Naples pour recruter quelques joueurs, tels qu'Edinson Cavani en 2013, Ezequiel Lavezzi en 2012 et Fabian Ruiz en 2022. Pour rappel, le buteur de 25 ans dispose d'une clause libératoire estimée à 130 millions d'euros. Un montant qui ne devrait pas poser de problème au PSG.



L'achat par Sir Jim Ratcliffe et INEOS d'une participation minoritaire dans Manchester United a reçu l'approbation de la Premier League mais attend encore le feu vert de la Football Association (FA).

Manchester United a confirmé en décembre qu'un accord avait été conclu pour que Ratcliffe prenne une participation de 25 %, avec un achat de 1,3 milliard de dollars, le milliardaire britannique ayant l'intention de prendre le contrôle des opérations footballistiques du club.

L'homme de 71 ans a déclaré en janvier qu'il espérait que sa participation dans le club deviendrait officielle à la mi-février. Une déclaration déposée lundi auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC), une agence gouvernementale américaine, a confirmé que la Premier League avait approuvé la transaction. La Premier League a confirmé par la suite que Ratcliffe avait passé avec succès le test des propriétaires et des administrateurs.

«L'acquisition par Sir Jim Ratcliffe de 25 % du Manchester United FC et l'investissement supplémentaire de 300 millions de dollars dans le club ont été approuvés par le conseil d'administration de la Premier League à l'issue du test des propriétaires et des administrateurs (Owners' and Directors' Test - OADT).»

L'approbation de la FA - requise pour la participation du club au Championnat d'Angleterre de football féminin - est toujours attendue, de même que d'autres exigences réglementaires. Le dépôt de lundi a confirmé que la date limite de l'offre publique d'achat a été repoussée du mercredi 14 février au vendredi 16 février, comme prévu

## Le rachat de Manchester United approuvé par la Premier League



initialement, les personnes proches de l'opération indiquant que le processus progresse toujours de manière positive.

Au 9 février, environ 37 % des actions de catégorie A disponibles avaient été proposées à Ratcliffe, soit une souscription par rapport aux 25 % requis, qui devrait encore augmenter avant la nouvelle échéance prolongée. Ratcliffe et INEOS ont déjà commencé à marquer le club de leur empreinte en nommant Omar Berrada, du club rival de Manchester City, au poste de directeur général. Il sera rejoint au sein d'un nouveau conseil d'administration par le PDG d'INEOS Sport, Jean-Claude Blanc, et par Sir David Brailsford, le directeur du sport de la société.

Brailsford a commencé à travailler au centre d'entraînement du club à Carrington en janvier, tandis que Ratcliffe a assisté au match de Premier League contre Tottenham Hotspur, assis aux côtés de Sir Alex Ferguson. Le lendemain, il a rencontré des représentants des supporters et des dirigeants des communautés locales pour se présenter et entendre leurs points de vue. Il a également tenu une réunion vidéo avec le grand forum des supporters.

Source: fr.besoccer.com

## Red Bull tend vers des solutions Mercedes : "Ce n'est pas par tactique"

Christian Horner a évoqué la ressemblance entre certaines nouveautés exposées sur la Red Bull RB20 et la Mercedes de l'an passé, assurant qu'il n'y avait rien de «tactique» dans ces reprises. La Red Bull RB20 présentée ce jeudi soir par l'écurie autrichienne a notamment étonné par un capot moteur doté de deux renforcements créant des rigoles autour de son épine dorsale. Une caractéristique technique qui avait été aperçue grâce aux photos espion prises mardi et qui a bien entendu rappelé la Mercedes W14. Certaines images montrent également l'adoption possible d'entrées d'air verticales pour les pontons, même si le concept n'est apparemment pas poussé aussi loin que sur la W13 de 2022 puisque les pontons en eux-mêmes demeurent.

En attendant de voir exactement de quoi il retourne, Christian Horner, le directeur de l'écurie, a été interrogé sur ces évolutions qui tendent à rapprocher Red Bull de solutions vues sur les Mercedes, assurant qu'il s'agit de performance et non pas d'une volonté de tromper la concurrence.



«Ce n'est pas par tactique, c'est basé sur la performance et ce que nous voyons à travers nos outils de simulation», a déclaré Horner. «Il est évident que la voiture est visiblement différente de celle de l'année dernière dans certaines zones. Seul le chronomètre jugera, mais [...] nous ne nous serions pas engagés dans ce design si nous n'avions pas le sentiment qu'il était meilleur.»

Le triple Champion du monde Max Verstappen n'était pour sa part pas d'accord pour dire que Red Bull avait opté pour une solution «à la Mercedes» avec sa voiture : «Je parlerais encore d'un style Red Bull. Mais je vois ce que vous voulez dire !»

Le Néerlandais salue en tout cas l'agressivité des responsables techniques de l'écurie avec les changements introduits sur la RB20 : «Je suis assez satisfait de la direction qu'ils ont choisie. J'ai vu les dessins à Abu Dhabi, lors de la dernière course, et je me suis dit : 'Wow, c'est assez différent d'une certaine manière'. Ils n'ont pas été conservateurs, disons-le comme ça.»

«Je pense que ce que j'aime à propos de l'équipe, c'est que nous avons un excellent package, mais ils ont saisi l'opportunité de vraiment se donner à fond et d'essayer de l'améliorer. Bien sûr, le temps nous dira si c'est vraiment, vraiment bon. Mais d'après ce que je vois au sein de l'équipe, tout le monde est heureux de ce qu'ils ont accompli pendant l'hiver. Mais encore une fois, nous ne savons pas. Nous ne pouvons pas contrôler ce que les autres font.»

Source: fr.motorsport.com

## Horner reconnaît des "distractions" liées à l'enquête Red Bull

Sous enquête interne de la part de Red Bull, Christian Horner a pour la première fois pris la parole sur le sujet en marge de la présentation de la RB20.

Depuis une douzaine de jours, le monde de la Formule 1 sait que Christian Horner est sous enquête interne chez Red Bull, pour des faits présumés dont la nature n'a pas été révélée. Vendredi dernier, le PDG et directeur de Red Bull Racing, l'écurie de la marque autrichienne, était entendu pendant plusieurs heures à Londres par les enquêteurs indépendants mandatés par la firme pour faire la lumière sur les éléments révélés à son encontre.

Moins d'une semaine plus tard, Horner était cette fois face aux journalistes, ce jeudi, alors que Red Bull a révélé sa toute nouvelle RB20, la voiture qui aura la charge de poursuivre la domination du constructeur sur la discipline reine. Et forcément, dans un contexte où l'avenir de celui qui est à la tête de l'écurie depuis 2005 s'écrit en pointillés tant que l'enquête n'aura pas abouti, impossible d'échapper aux interrogations sur le sujet.

Tout se passe donc comme si de rien n'était. Le soutien a été fantastique.

Aussi, quand Motorsport.com a soulevé la question des perturbations liées à cette enquête lors du point presse de ce jour, Horner a répondu : «Inévitablement, il y a des distractions, mais l'équipe est très soudée. Tout le monde se concentre sur la saison à venir. Tout se passe donc quasiment



comme si de rien n'était. Le soutien a été fantastique.»

«Il est évident que je me concentre sur la saison à venir. Les choses se sont déroulées normalement. Bien entendu, il y a une enquête à laquelle je me conforme et à laquelle je collabore pleinement. Mais cela se passe en arrière-plan, pendant que nous préparons la saison à venir.»

«Des allégations ont été formulées et je les nie totalement», a-t-il ajouté dans une conférence donnée à des médias néerlandais, dont Motorsport.com. «Je me conforme à cette procédure, qui suivra son cours. Je ne peux donc pas faire d'autres commentaires. Il s'agit d'une procédure privée de l'entreprise. Mais j'espère qu'elle sera conclue dans un avenir proche.»

Source: fr.motorsport.com

Luton Town vs Manchester United

# Luton Town se mesurera à Man United

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera au Kenilworth Road (Luton) sera donné le dimanche 18 février 2024 à 20h30. Avant la rencontre, Luton est classé à la 17ème place du Championnat d'Angleterre et Manchester United à la 6ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 33 fois depuis 1955, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Manchester United le samedi 11 novembre 2023 (Championnat d'Angleterre - 12e journée : 1-0).

Suite à sa défaite 1-3 contre Sheffield United en Premier League, lors de sa précédente confrontation, Luton Town essaiera de s'imposer cette fois-ci.

Lors du match précédent, Luton Town affichait un taux de possession de balle de 75% et 20 tirs au but dont 5 cadrés. Carlton Morris (52') a été le seul à inscrire un but pour Luton Town. Dans le camp adverse, Sheffield United, a obtenu 7 tirs au but dont 3 cadrés. Cameron Archer (30'), James McAtee (36') et Vinicius Souza (72') a marqué pour Sheffield United.

Lors des derniers matchs, Luton Town a rarement réussi à tenir 90 minutes sans prendre le moindre but. L'équipe a de quoi s'inquiéter étant donné que Luton Town n'a pas réussi à empêcher ses adversaires de marquer lors de 5 de ses

6 confrontations précédentes, laissant passer 10 buts au cours de cette période.

Manchester United prépare son effectif pour ce face-à-face après avoir gagné son duel contre Aston Villa sur le score de 1-2 en Premier League au cours de sa précédente rencontre.

Lors du match précédent, Manchester United avait enregistré un taux de possession de balle de 44% et 17 tentatives de tir au but dont 5 cadrés. Du côté de Manchester United, les buteurs étaient Rasmus Højlund (17') et Scott McTominay (86'). Leur adversaire, Aston Villa, a obtenu 23 tentatives de tir au but dont 10 cadrés. Douglas Luiz (67') a marqué pour Aston Villa.

Montrant leur passion pour les duels avec de belles performances, les deux camps ont mis la balle au fond des filets à 25 reprises lors des 6 confrontations antérieures dans lesquelles Manchester United a envoyé ses joueurs sur la pelouse, mettant une moyenne de 4.17 buts par match. Sur ce chiffre, ses adversaires en ont marqué 8. Cependant, cette tendance pourrait ne pas être maintenue lors de cette rencontre.

Avant ce match, Manchester United n'a enregistré aucun échec

au cours de ses 2 derniers matchs de championnat à l'extérieur.

Si on analyse les résultats précédents entre ces deux clubs, en remontant jusqu'au 04/09/1990, on remarque que ces matchs n'ont pas été une réussite pour Luton Town qui a été incapable d'obtenir un seul succès tandis que Manchester United ne lui a laissé aucune chance et a gagné 83% de ces matchs.

Ensemble, ces deux équipes ont obtenu un résultat combiné de 17 buts lors de ces duels, répartis comme suit : 2 pour Luton Town et 15 à mettre au nom de Manchester United. Cela nous donne une moyenne de 2.83 buts par match.

En championnat, le dernier match qui opposait ces deux équipes a eu lieu lors de la 12ème journée de Premier League le 11/11/2023. Une rencontre qui s'est achevée sur le score de Manchester United 1-0 Luton Town.

Durant la rencontre, Manchester United affichait un taux de possession de balle de 65% et 15 tirs au but avec 4 cadrés. Victor Lindelöf (59') était le buteur du match.

De l'autre côté, Luton

Town affichait 10 tentatives de tir au but avec 4 cadrés.

Étant donné que son noyau de joueurs ne compte quasiment aucun absent, Rob Edwards, le coach de Luton Town, n'a seulement qu'un seul pépin qu'il doit gérer en ce qui concerne la condition physique de son équipe. Tom Lockyer ne pourra pas jouer à cause de sa blessure. Hormis ce dernier, son effectif actuel est au complet.

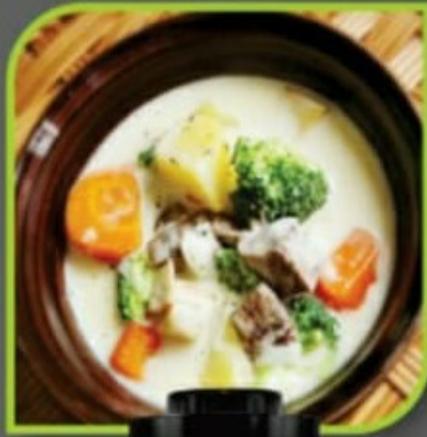
Pour ce match, il y a fort à parier que Luton Town décide d'entamer la rencontre avec une formation en 3-4-2-1 et choisisse d'aligner Thomas Kaminski, Reece Burke, Gabriel Osho, Amarii Bell, Chidozie Ogbene, Albert Sambi Lokonga, Ross Barkley, Alfie Doughty, Carlton Morris, Jordan Clark et Elijah Adebayo.

Le manager de Manchester United, Erik ten Hag, ne dispose que de peu de ressources. Mason Mount, Tyrell Malacia et Anthony Martial ne pourront pas disputer ce match.

Il y a de grandes chances que Manchester United opte pour une formation en 4-2-3-1 et choisisse d'aligner Andre Onana, Diogo Dalot, Harry Maguire, Raphael Varane, Luke Shaw, Casemiro, Kobbie Mainoo, Alejandro Garnacho, Bruno Fernandes, Marcus Rashford et Rasmus Højlund.



# BioloMix



New Generation Cooking,  
Hot & Cold Functions,  
Stewing, Braising,  
Steaming, Blending  
Dry & Wet Grinding,  
Smoothie, Porridge,  
Hot Soup, Ice Crushing  
and many more.

**300°C**

Resistance to cold  
and heat shock

**Five Layers**  
Composite Cup

**Health**  
Thickened  
Borosilicate  
Glass



1250ML  
Hot Drink



1500ML  
Cold Drink

- 1 Trace element layer
- 2 Antioxidant ion layer
- 3 Nanoglobulin layer
- 4 Water molecule activated layer
- 5 Harden tempered layer



Represented by

**MULTI HOUSEWARE Co. Ltd**

1<sup>st</sup> Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488